

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2744

6 octobre 2014

SOMMAIRE

21st Century Soccer S.à r.l.	131671	Michelangelo Acquisitions Luxembourg S.à r.l.	131674
Avery Dennison Management Luxem- bourg S.à r.l.	131712	Milhem Europe S.A.	131676
Bati-Châpes S.à r.l.	131672	MILSONS Luxembourg S.A.	131676
Bremonhill Investment S.A.	131685	Mineral Solution S.à r.l.	131670
Crossroads Property Investors S.A.	131671	Minoil Holding SPF	131677
CTP, Companies & Trusts Promotion S.à r.l.	131669	Mitram S.A.	131674
Den Daachdecker S.à r.l.	131669	Morgane Investissements	131674
Discovery Portugal Real Estate Fund ...	131669	Mozaica Luxco	131668
Fidelity Alpha Funds SICAV	131695	Naus S.A.	131711
Fonds de pension du Groupe Siemens à Lu- xembourg	131678	Newalta Luxembourg Sàrl	131712
Gildan Financing, Luxembourg Branch ..	131672	New Dawn EPP Issuer Co S.A.	131677
Gildan (Luxembourg) Financing Sàrl ...	131683	New Dawn MEP Holdco Sàrl	131677
Grenache & Cie S.N.C.	131686	OBE Concept	131667
LNR Euro CMBS S.à.r.l.	131666	Office Portfolio Minerva I Sàrl	131675
Lord Nelson S.à r.l.	131675	Omilux Immo S.à.r.l.	131676
Lucilin Conseil	131668	Optimex S.A.	131676
MarG Resources	131666	Ortho-Clinical Diagnostics Luxembourg S.à r.l.	131712
Marnix S.A.	131667	Outlet Site JV S.à r.l.	131667
Marques Confort S.A.	131667	Pregis (Luxembourg) Holding S.à r.l. ...	131677
Masai 91 S.A.	131668	Qurtech	131670
Massen Building Investment, S.A.	131668	R CAPITAL Hotels, S.à r.l.	131670
Master Tel Finance S.A.	131666	Shoe Invest Holding S.A.	131674
Matériaux Clement S.A.	131666	Silverimmo S.A.	131673
Max Steffen Photography	131666	SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., so- ciété de gestion de patrimoine familial	131672
MCE Finance S.à r.l.	131669	Sofichar Spf S.A.	131673
MCS Construct S.A.	131666	Spotify Technology S.A.	131667
Mekong Corporation S.à r.l.	131669	TrefilARBED Grembergen S.A.	131673
Metalpar S.A. Soparfi	131675	Xilco Holding S.à r.l.	131670
Metal Trade Europe	131670	Zurich Real Estate S.A.	131671
MEUBLES Carlo SCHEER et Cie s.à r.l.	131675		
M&G European Property Fund SICAV-FIS	131668		

MarG Resources, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clemency, 3, rue de la Fontaine.

R.C.S. Luxembourg B 104.842.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118567/9.

(140135805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Master Tel Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 100.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118593/9.

(140136610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Matériaux Clement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 22.504.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118594/9.

(140136354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

MCS Construct S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 3, rue Mil Neuf Cents.

R.C.S. Luxembourg B 180.482.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118597/9.

(140135595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

LNR Euro CMBS S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 89.169.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118552/9.

(140135562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Max Steffen Photography, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8525 Calmus, 12A, Haaptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 176.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118569/9.

(140136527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Marnix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 58.360.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118588/10.

(140135618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Marques Confort S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 12, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 87.715.

Les comptes annuels au 31.12.13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118589/10.

(140136576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Outlet Site JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 178.113.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Outlet Site JV S.à r.l.**Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Référence de publication: 2014118660/11.

(140137091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

OBE Concept, Société Anonyme.

Siège social: L-2425 Luxembourg, 12, rue de la Résistance.
R.C.S. Luxembourg B 132.294.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014118661/11.

(140137101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Spotify Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 123.052.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**LWM**Mandataire*

Référence de publication: 2014120281/12.

(140137825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Masai 91 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 173.356.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014118590/10.

(140136248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Massen Building Investment, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 24, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 102.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 30 juillet 2013.

Référence de publication: 2014118592/10.

(140135674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

M&G European Property Fund SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 119.083.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014119911/11.

(140137746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Mozaica Luxco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 108.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014119939/11.

(140137652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Lucilin Conseil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 143.778.

Dépôt des comptes annuels remplaçant le dépôt n°L110135682 du 19/08/2011

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014119896/12.

(140139376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

MCE Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 186.506.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118595/10.

(140136890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Mekong Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 111.211.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118600/10.

(140136044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Den Daachdecker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9173 Michelbouch, 15, route d'Ettelbruck.
R.C.S. Luxembourg B 96.001.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Raymond NESEN

Le gérant technique

Référence de publication: 2014119464/11.

(140137445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Discovery Portugal Real Estate Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 167.560.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014119466/11.

(140137873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

CTP, Companies & Trusts Promotion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 35.891.

En date du 29 juillet 2014, la société Antan Holding S.A. domiciliée au 3, Place Dargent, L-1413 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 80926 est devenue propriétaire des 2.500 parts sociales de CTP, Companies & Trusts Promotion S.à r.l. cédées sous seing privé par Monsieur Alain VASSEUR.

Certifié sincère et conforme

Pour CTP, Companies & Trusts Promotion S.à r.l

Référence de publication: 2014119452/12.

(140137579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Metal Trade Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Ulflingen, 2, rue de Wilwerdange.
R.C.S. Luxembourg B 148.157.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Ulflingen, le 29/07/2014.

Référence de publication: 2014118602/10.

(140136304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Mineral Solution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9910 Troisvierges, 1A, rue de la Laiterie.
R.C.S. Luxembourg B 153.375.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Troisvierges, le 30/07/2014.

Référence de publication: 2014118612/10.

(140136930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Qurtech, Société Anonyme.

Siège social: L-5730 Aspelt, 12, rue de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 112.949.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014118752/11.

(140136319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

R CAPITAL Hotels, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 115.008.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014118755/11.

(140136543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Xilco Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 5.400.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 147.146.

Les comptes annuels pour l'année 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014119067/12.

(140136565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Zurich Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 133.394.

—
Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale statutaire tenue à Luxembourg le 21 mai 2013

Les mandats d'administrateur de Messieurs Kris GOORTS, Joeri STEEMAN et Frederik ROB (demeurant tous les trois professionnellement: 24 rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg) sont renouvelés pour une période de six ans.

Monsieur Régis PIVA (demeurant professionnellement: 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg) est appelé au poste de commissaire aux comptes, pour une période de six ans, en remplacement de Monsieur Karl LOUARN dont le mandat est arrivé à échéance.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014119080/14.

(140136505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

21st Century Soccer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 187.983.

—
EXTRAIT

Suivant un contrat de transfert de parts sociales en date du 11 juillet 2014, 3.750 parts sociales émises par la Société et détenues par Monsieur Lucio Di Geronimo, né le 6 janvier 1970 à Leonberg, Allemagne, ayant son adresse à Esmarchstr. 21a, D-80999 Munich, Allemagne, ont été transférées à Madame Cristina Giuranna, née le 2 novembre 1972 à Naples, Italie, ayant son adresse à Engelschalkingerstr. 219, D-81927 Munich, Allemagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Pour 21st Century Soccer S.à r.l.

Référence de publication: 2014119083/16.

(140136228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Crossroads Property Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 56.208.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la Société tenue au siège social de la Société le 21 juillet 2014.

Lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires tenue à Luxembourg le 21 juillet 2014, il a été décidé de:

1. réélire, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires devant se tenir en l'année 2015 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014, les administrateurs de la Société, à savoir:

- Monsieur Rudolf Vogelaar, demeurant au 68, Tintlaan, NL-2719, AL Zoetermeer.
- Monsieur Fabrice Mouchel, demeurant au 7, Place du Chancelier Adenauer, F-75016, Paris.
- Monsieur Thierry Lesage, demeurant au 14 rue Erasme, L-2010, Luxembourg.

2. réélire Ernst & Young S.A., société anonyme dont le siège social est situé au 7, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771, en tant que commissaire de la Société jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires devant se tenir en l'année 2015 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014119442/24.

(140137169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Bati-Châpes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4485 Soleuvre, rue de Sanem, Zone Artisanale.

R.C.S. Luxembourg B 80.767.

—
EXTRAIT

Suivant la convention de cession de parts en date du 14 juillet 2014, M. José CARRICO LOPES a cédé 50 parts sociales représentative du capital de la société BATI-CHAPES SARL, société à responsabilité limitée au capital de 12.400,- EUR, ayant son siège social à L-4485 Soleuvre, Rue de Sanem, Zone Artisanale, à part égale à M. Raymond SONNTAG et à Mme Franca MARCONATO, demeurant tous deux au 8, Boucle Jules Verne, F-57100 Thionville.

Suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, le 31 juillet 2014, celle-ci accepte la démission de M. José CARRICO LOPES de son poste de gérant administratif. Suite à cette démission, M. Raymond SONNTAG est seul gérant de la Société et pourra ainsi engager par sa seule signature la Société.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014121065/17.

(140139303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme -
Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 57.786.

—
Par décision du Conseil d'administration du 31 juillet 2014:

KOFFOUR S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-86086, 42 rue de la Vallée, L - 2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., société de gestion de patrimoine familial, Monsieur Stanislas BUNETEL., 42 rue de la Vallée, L - 2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Guy Baumann, démissionnaire.

Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Pour: SOCIETE FINANCIERE CASTOR S.A., société gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014125979/18.

(140142900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Gildan Financing, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 160.663.

—
EXTRAIT

Suite aux résolutions prises par les administrateurs de la société 7822995 CANADA INC. en date du 24 juillet 2014, il résulte que:

- David CATALA a démissionné de sa fonction de gérant de Gildan Financing, Luxembourg Branch avec effet au 31 juillet 2014;

- Olivier DORIER né le 25 septembre 1968 à Rémy (France) demeurant professionnellement au 6C rue Gabriel Lippmann, Munsbach (Luxembourg) a été nommé gérant de Gildan Financing, Luxembourg Branch avec effet au 1^{er} août 2014 pour une durée indéterminée.

- Le siège de Gildan Financing, Luxembourg Branch a été transféré de 11-13 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gildan Financing, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2014119090/19.

(140136468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

TrefilARBED Grembergen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 6.215.

L'Assemblée générale du 5 août 2014 a pris acte de la démission de tous les membres du Conseil d'administration à savoir: Monsieur Pierre THOMPSON, Monsieur Marc SCHROEDER et Monsieur Jean-Pierre VAUBOURG.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouveaux membres du Conseil d'administration:

- Monsieur Patrick LAUDAMY, avec adresse professionnelle au 25 avenue de Lyon, F-01003 Bourg-en-Bresse,
- Monsieur Patrick MAJERUS, avec adresse professionnelle au route de Finsterthal, L-7769 Bissen,
- Madame Tine VAN MAERKEN, avec adresse professionnelle au 66 rue de Luxembourg, L-4221 Esch-sur-Alzette.

Les nouveaux membres du Conseil d'administration sont nommés pour une période de trois (3) ans. Leur mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014126016/17.

(140142602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Sofichar Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 38.111.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 31 juillet 2014

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Fabrizio Terenziani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Christian Knauff, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014125982/18.

(140143303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Silverimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 142.789.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique le 30 juin 2014

L'Actionnaire unique décide de renouveler le mandat de l'administrateur et du Commissaire aux comptes.

Est renommé Administrateur:

- M. Ieraci Piero Luigi résidant à Strada Quinta n°3, 88.040 Caulonia (RC) (Italie)

Est renommé Commissaire aux comptes:

- Luxembourg International Consulting S.A. (Interconsult) avec siège social à L-1371 Luxembourg - 7, Val Sainte-Croix.

Le mandat de l'administrateur et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2020.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2014125972/19.

(140142561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Mitram S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 149.426.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014118614/10.

(140136799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Morgane Investissements, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 66.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014118620/10.

(140135725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Michelangelo Acquisitions Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 142.377.

Constituée par devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 octobre 2008, acte publié
au Mémorial C no 2669

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michelangelo Acquisitions Luxembourg S.à r.l.
Dominique Le Gal
Gérant

Référence de publication: 2014118575/14.

(140136145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Shoe Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 35.787.

Résolutions circulaires du Conseil d'administration

- Le siège social de la société est transféré du 42-44, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- Les administrateurs de catégorie B, M. Claude ZIMMER, et M. Hendrik H.J. KEMMERLING sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1^{er} étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- L'administrateur M. Rob SONNENSCHNEIN nommé administrateur de catégorie B à la date du 26.02.2013 est domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1^{er} étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l., société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Hendrik H.J. KEMMERLING domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, 1^{er} étage L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014125970/20.

(140143001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Metalpar S.A. Soparfi, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 49.182.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118603/9.

(140135639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

MEUBLES Carlo SCHEER et Cie s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9540 Wiltz, 14, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 102.439.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118604/9.

(140137110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Lord Nelson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 15, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 72.406.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014118554/13.

(140136650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Office Portfolio Minerva I Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.075.384,96.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 135.148.

Il résulte d'une cession de parts sociales effectuée en date du 10 juillet 2014 sous seing privé que:

Project Minerva Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeoise, ayant son siège social à 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134788, a cédé les 71.115.468 class A parts sociales de la Société à la société German Retail Portfolio 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116968.

Les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

German Retail Portfolio 2 S.à r.l.	71.115.468 A parts sociales
German Retail Portfolio 2 S.à r.l.	2.037.690 B parts sociales
German Retail Portfolio 2 S.à r.l.	334.385.338 C parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Pour Office Portfolio Minerva I S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014118654/23.

(140136074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Milhem Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 170.895.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118609/9.

(140136601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

MILSONS Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 170.305.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014118610/9.

(140135764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Omilux Immo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 13, rue des Joncs.
R.C.S. Luxembourg B 33.927.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.
259 ROUTE D'ESCH
L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2014118668/13.

(140136775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Optimex S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 64.881.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 24 juillet 2014:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Madame Sylviane COURTOIS, avec adresse professionnelle au 10A, Rue Henri Schnadt, L- 2530 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Enzo LIOTINO, avec adresse professionnelle au 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Madame Ludivine ROCKENS, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri Schnadt, L- 2530 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2019.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2019.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2014118670/23.

(140136064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Minoil Holding SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

R.C.S. Luxembourg B 160.133.

La convention de domiciliation du siège de la société anonyme MINOIL HOLDING SPF, RCSL n° B-160133 sis à L-8308 Capellen, 89e, Parc d'activités, signée en date du 23 octobre 2012 a été dénoncée ce jour avec effet immédiat. Le 30 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118613/9.

(140136503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

New Dawn MEP Holdco Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 200.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 156.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118629/10.

(140136049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

New Dawn EPP Issuer Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 156.912.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014118628/10.

(140136048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Pregis (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 822.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 110.438.

Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 29 avril 2014

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de;

* Fransisco Gaspar en qualité de gérant de la Société et ce avec effet au 30 avril 2014, 23:59 h CET;

* Donald Keith LaVanway en qualité de gérant de la Société et ce avec effet au 30 avril 2014, 23:59h CET;

* FiCoSys Verbruggen BVBA en qualité de gérant de la Société et ce avec effet au 30 avril 2014, 23:59 h CET.

- de nommer:

* Monsieur Sergio Folli, né le 18 août 1954 à Lodi, Italie, demeurant professionnellement au 4 Via Sant' Antonio, Pieve Fissiraga, 26854, Italie, en qualité de Gérant de la Société et ce avec effet au 1^{er} mai 2014, 00:00 h CET et ce pour une durée indéterminée;

* Monsieur Markus Köllmann, né le 21 décembre 1964, à Renkum, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 11 Bodemstraat, Wellen, 3830, Belgique, en qualité de Gérant de la Société et ce avec effet au 1^{er} mai 2014, 00:00 h CET et ce pour une durée indéterminée;

* Monsieur Peter Lewis, né le 12 avril 1955, à Darfington, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au Aske Stables, Richmond DL10 5HG, Royaume-Uni, en qualité de Gérant de la Société et ce effet au 1^{er} mai 2014, 00:00 h CET et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Coralie-Aurore Leray.

Référence de publication: 2014118698/25.

(140135820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Fonds de pension du Groupe Siemens à Luxembourg, Association d'Épargne-Pension.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg I 2.

L'an deux mil quatorze, le vingt-huit juillet.

Par devant Nous, Maître Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'association d'épargne-pension établie à Luxembourg sous la dénomination de Fonds de pension du Groupe Siemens à Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro I2, avec siège social au 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 août 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, no 1072 du 15 octobre 2003. Les statuts de la Société ont été modifié en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 28 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, no 2871 du 1^{er} décembre 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jérôme BERG, administrateur, demeurant professionnellement au 20, rue des Peupliers, L-2328 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Arno NIEDERPRÜM, demeurant à Grevenknapp.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Georges LESPINOY, demeurant à Crauthem.

I. Que la présente assemblée générale a été dûment convoquée par des lettres en date du 8 juillet 2014.

La preuve en a été fournie au notaire.

II. Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que sur les cinq (5) associés, quatre (4) sont dûment représentés à la présente assemblée, soit 80 %, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires représentés ayant consenti à se réunir sans autres formalités après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

- 1) Approbation de l'ordre du jour;
- 2) Approbation des modifications apportées aux statuts et règlements tel que repris dans le document annexé à cette convocation;
- 3) Approbation de la candidature de Madame Sabrina BRISCHETTO pour la fonction d'associé représentant les ayants droits;
- 4) Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première résolution

L'Assemblée approuve l'ordre du jour qui a été communiqué aux associés par des lettres en date du 8 juillet 2014.

Deuxième résolution

L'Assemblée approuve les comptes statuts et règlements modifiés tel qu'ils ont été soumis auparavant à tous les associés / tel qu'annexé en copie au présent acte et l'Assemblée procédera à une refonte totale des statuts pour leur donner la teneur suivante:

«Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée et cercle des bénéficiaires

Art. 1^{er}. Dénomination. L'association est constituée sous la dénomination «Fonds de pension du Groupe Siemens à Luxembourg». Par «Groupe Siemens à Luxembourg», on entend la société Siemens S.A. - succursale de Luxembourg et les sociétés qui ont signé le règlement du Fonds de pension du groupe Siemens à Luxembourg. Les sociétés associées au Fonds sont appelées sociétés cotisantes.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Art. 3. Objet. L'association a pour objet:

a) la collecte d'avoirs et leur placement dans le but de répartir les risques d'investissement et d'optimiser les résultats de la gestion de ses actifs en conférant à ses affiliés et bénéficiaires le bénéfice d'un capital ou d'une rente temporaire ou viagère, attribués par référence à la retraite ou à la perspective d'atteindre la retraite et, le cas échéant, de prestations

accessoires, sous la forme de versements en cas de décès, d'invalidité ou de cessation d'activité, ou sous la forme d'aides ou de services en cas de maladie, d'indigence ou de décès;

b) d'accomplir à cet effet tous actes de disposition, d'administration et de gestion, et ce comprenant tous modes de placement autorisés en vue de faire fructifier les avoirs.

L'association peut faire toutes opérations et conclure tous contrats avec des tiers en rapport avec son objet. L'association peut agir comme mandataire ou intermédiaire en vue de la transformation d'une prestation de retraite sous forme d'un capital en rente viagère ainsi qu'en vue de la mise en place en faveur des affiliés et bénéficiaires de prestations accessoires à fournir par d'autres institutions financières ou des entreprises d'assurance-vie.

Art. 4. Durée. L'association est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale conformément aux statuts et compte tenu de l'article 94 de la Loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP telle que modifiée.

Art. 5. Cercle des affiliés et des bénéficiaires. Le cercle des affiliés et des bénéficiaires se compose des membres du personnel des sociétés affiliés au règlement de pension annexé aux présents statuts, de leurs ayants droit et des retraités.

Titre II. Revenus et avoirs de l'association

Art. 6. Revenus et avoirs de l'association. Les revenus de l'association se composent:

- a) des versements exécutés en application du règlement de pension et du plan de financement;
- b) des transferts éventuels de réserves d'organismes de pension,
- c) des revenus de placement des avoirs de l'association,
- d) des donations et legs éventuels,
- e) des recettes diverses.

L'ensemble de ces revenus est affecté à la couverture des engagements de l'association.

Les coûts et frais, y compris les frais de gestion d'actif et de passif, sont pris en charge par les sociétés cotisantes sauf dispositions contraires prévues par la Loi.

Art. 7a. Provisions techniques de l'association. L'association doit établir à tout moment, pour l'éventail complet de ses régimes de retraite, un montant adéquat de provisions techniques correspondant aux engagements financiers qui résultent de son portefeuille de contrats de retraite existants.

Les provisions techniques de l'association ne peuvent être inférieures à cinq millions d'euros (5.000.000,- EUR). Ce minimum doit être atteint dans un délai de dix ans à partir de l'agrément de l'association.

Art. 7b. Couverture des risques financiers et biométriques. L'association est soumise à l'article 76 de la loi du 26 juillet 2005. Les risques financiers et biométriques auxquels l'association pourrait être soumise sont à charge des entreprises d'affiliation.

Art. 7c. Répartition des avoirs du Fonds de pension Siemens. Lorsqu'une répartition des avoirs entre les entreprises cotisantes doit avoir lieu, elle s'effectue tel que défini dans le règlement de pension.

Si une entreprise cotisante n'a pas payé ses cotisations ou contributions au Fond de Pension Siemens ou si le Fond de Pension Siemens a encore des créances vis-à-vis de l'entreprise cotisante, ces cotisations ou contributions ou créances seront déduites des avoirs à attribuer à l'entreprise cotisante en question.

Si une ou plusieurs entreprises décident de quitter le Fond de Pension Siemens, sous réserve de l'accord des autorités de contrôle, la partie des avoirs déterminée en conformité avec le règlement de pension du Fonds de Pension Siemens sera attribuée à cette entreprise cotisante en vue d'être transférée vers un organisme de pension autorisé par les autorités de contrôle.

Le transfert défini dans le règlement de pension, et avalisé par l'entreprise cotisante en question met fin aux obligations du Fonds de Pension Siemens envers les affiliés de cette entreprise.

Titre III. Associés

Art. 8. Associés. L'association peut compter des personnes morales parmi ses associés. Le nombre des associés ne peut être inférieur à trois. Le nombre des associés est limité à 15 dont au minimum deux associés représentent les affiliés et un ou plusieurs associés représentent les entreprises.

Une liste indiquant, par ordre alphabétique, le nom, prénoms, domicile ou siège social des associés doit être établie et constamment tenue à jour au siège de l'association. Toute personne se prévalant d'un intérêt pourra en prendre gratuitement connaissance.

Art. 9. Admission d'un associé. Toute société cotisante peut être admise comme associé. Tout affilié au règlement de pension ou bénéficiaire peut également être admis comme associé, pour autant que les règles de nombre et de type d'associés prévues à l'article 8 soient respectées.

La demande d'admission, qui implique une acceptation des statuts, du règlement de pension et de la note technique et des contrats de l'association, doit être adressée par écrit au président du conseil d'administration de l'association.

L'assemblée générale de l'association statue sur l'admission à la majorité simple des associés présents et représentés. La décision est souveraine et ne doit pas être motivée.

Les associés ne peuvent être tenus en cette qualité à un paiement quelconque.

Art. 10. Démission d'un associé. Les associés sont libres de se retirer de l'association à la fin d'un exercice, moyennant notification de leur démission par écrit au président du conseil d'administration dans un délai de trois mois avant la fin de l'exercice. L'associé démissionnaire n'a aucun droit sur le fonds social sans préjudice de ses droits éventuels en tant qu'affilié ou bénéficiaire de l'association.

Art. 11. Exclusion d'un associé. Sous réserve de l'agrément de l'autorité de contrôle, tout associé peut être exclu en cas de:

- a) violation des statuts
- b) acte ou omission nuisant à l'objet de l'association.
- c) manque d'intérêt dans la réalisation de l'objet de l'association.

L'exclusion est prononcée par l'assemblée générale à une majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, dans la mesure où l'associé en question a été convoqué et a eu l'occasion d'être entendu. La décision est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée et prend effet trois jours ouvrables après la notification. L'associé exclu n'a aucun droit sur le fonds social sans préjudice de ses droits éventuels en tant qu'affilié ou bénéficiaire de l'association.

Art. 12. Responsabilité des associés. Les associés ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 13. Composition. L'assemblée générale réunit tous les associés du Fonds de pension Siemens.

Art. 14. Présidence. L'assemblée générale est présidée par un représentant des sociétés cotisantes.

Art. 15. Pouvoirs de l'assemblée générale. Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les décisions suivantes:

- a) modifier les statuts;
- b) nommer et révoquer les administrateurs et liquidateurs;
- c) approuver les comptes annuels et le budget;
- d) admettre et exclure les associés;
- e) dissoudre l'association.

Art. 16. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit le deuxième lundi du mois de janvier au siège de l'association. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée générale se tient le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Assemblée générale extraordinaire. Une assemblée générale extraordinaire peut être réunie aussi souvent que l'intérêt de l'association le justifie. Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration se prononçant à la majorité simple.

Le conseil d'administration est tenu de convoquer une assemblée générale extraordinaire à la demande écrite d'au moins un cinquième des associés adressée au président. Cette demande doit être signée par les associés qui l'ont formulée et doit contenir l'ordre du jour.

Art. 18. Convocation. La convocation à une assemblée générale est envoyée à chaque associé sept jours au moins avant la réunion. La convocation est signée soit par le président du conseil d'administration ou son suppléant, soit par deux administrateurs. La convocation indique les lieu, date et heure, de même que l'ordre du jour complet tel qu'arrêté par le conseil d'administration. L'assemblée générale ne peut délibérer sur d'autres points que ceux figurant à l'ordre du jour que si tous les associés sont présents ou représentés et qu'ils y consentent unanimement.

Art. 19. Représentation des associés. Un associé peut se faire représenter par un autre associé. Chaque mandataire ne peut être porteur de d'une seule procuration écrite.

Tous les associés ont droit de vote égal, chacun d'eux disposant d'une voix.

Art. 20. Délibérations et décisions de l'assemblée générale. Sauf dispositions légales contraires, l'assemblée générale ne délibère valablement que si les deux tiers des associés sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale peut être convoquée avec le même ordre du jour. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées sans tenir compte des abstentions, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la Loi ou les présents statuts.

Art. 21a. Modifications des statuts. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'autorité de contrôle a approuvé préalablement l'objet de la modification et si l'objet de celle-ci est spécialement indiqué dans la convocation.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si les deux tiers des associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés.

Les modifications aux statuts ne peuvent être adoptées qu'à la majorité des deux tiers de voix présentes ou représentées.

Toute modification aux statuts doit être publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément à l'Article 34 de la Loi.

Art. 21b. Etablissement et modification du règlement de pension et de la note technique. L'assemblée générale délègue au conseil d'administration le pouvoir d'établir et de modifier le règlement de pension et la note technique dans le respect de la procédure imposée par la Loi.

Les modifications des statuts, du règlement de pension et de la note technique susceptibles d'augmenter les obligations ou de diminuer les droits de ceux qui ont accepté ces documents sont soumises à leur accord unanime.

Toute modification du règlement de pension et de la note technique fera l'objet d'une information aux concernés tel que prescrit par l'article 68 de la loi du 13 juillet 2005 tel que modifiée.

Art. 22. Procès-verbaux. Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont signés par le président ou par deux administrateurs. Ils sont conservés au siège de l'association où tous les associés, membres de l'assemblée générale et les administrateurs peuvent en prendre connaissance durant les heures ouvrables sans déplacement du registre. Des copies et extraits des procès-verbaux peuvent être délivrés à des tiers dans la mesure où ils ne peuvent nuire aux intérêts de l'association.

Titre V. Gestion

Art. 23. Composition du conseil d'administration. L'association est gérée par un conseil d'administration, composé d'un minimum de trois membres. Ils sont nommés par l'assemblée générale sur proposition des associés pour un mandat de trois ans au plus et sont révocables à tout moment par l'assemblée générale. La durée de chaque mandat sera néanmoins fixée de manière à ce que tous les mandats expirent à la même date. Le mandat n'est pas rémunéré. Les administrateurs sont rééligibles.

Seuls les travailleurs liés à l'une des sociétés associées au Fonds de Pension par un contrat de travail à durée indéterminée et affiliés à un plan de pension géré par le Fonds de pension Siemens peuvent être administrateur. Leur mandat prend fin de plein droit à la fin de leur contrat de travail.

Lorsqu'un siège d'administrateur est vacant par suite de décès, démission, révocation de l'administrateur ou pour toute autre raison, le conseil d'administration pourvoit à la vacance. Dans ce cas, la première assemblée générale des associés procédera à la nomination du nouvel administrateur.

Art. 24. Présidence du conseil d'administration. Le conseil d'administration élit un président en son sein sur proposition des administrateurs. Le président peut se faire remplacer par un suppléant choisi parmi les autres membres du conseil d'administration. Au début de chaque séance, le président désigne un secrétaire.

Art. 25. Gestion journalière et comité consultatif. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière du Fonds de pension Siemens à un ou plusieurs administrateurs, sur proposition des administrateurs. Ils portent le titre d'administrateur délégué. Un comité consultatif, chargé de préparer les décisions du conseil d'administration, peut être désigné.

Art. 26. Réunion du conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs. Les réunions se tiennent aux lieux, date et heure indiqués dans la convocation, contenant l'ordre du jour et envoyée au moins sept jours avant la date de la réunion.

Le conseil d'administration ne peut valablement se réunir, délibérer et prendre des décisions que si:

- a) le quorum de présence d'au moins les deux tiers est atteint. Si le quorum n'est pas atteint, un deuxième conseil d'administration avec le même ordre du jour peut être convoqué, qui pourra délibérer valablement quel que soit le nombre d'administrateurs présents, et
- b) le président ou son suppléant est présent.

Chaque administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur, même par lettre ou fax, pour participer au vote. Chaque administrateur ne peut cependant représenter qu'un seul administrateur.

Art. 27. Décisions du conseil d'administration. Les décisions se prennent à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal signé par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs. Chaque administrateur a le droit d'y faire inscrire ses remarques. Les

procès-verbaux sont tenus dans un registre. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 28. Pouvoirs du conseil d'administration. Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association, sauf ceux qui sont réservés à l'assemblée générale par la Loi ou les statuts.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'établir et de modifier le règlement de pension et la note technique dans le respect de la procédure imposée par la Loi.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extra judiciaires. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou même, si l'assemblée générale l'y autorise, à un tiers. Il peut déléguer tant la gestion de l'actif que la gestion du passif à des professionnels agréés dans les conditions fixées par la Loi.

Art. 29. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements de l'association.

Titre VI. - Exercice social, Comptes annuels et budget

Art. 30. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} octobre pour se terminer le 30 septembre de l'année suivante.

Art. 31. Comptes annuels et budget. Le conseil d'administration est tenu d'arrêter les comptes de l'exercice écoulé, de les faire réviser par le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommé(s) par le conseil d'administration, de dresser le budget de l'exercice suivant et de soumettre le tout à l'approbation de l'assemblée générale.

L'approbation des comptes annuels vaut décharge aux administrateurs.

Titre VII. - Dissolution

Art. 32. Dissolution. L'assemblée générale ne peut valablement décider de la dissolution de l'association et de la liquidation que si les deux tiers de ses associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des associés présents ou représentés. La dissolution ne sera admise que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des associés présents et représentés.

L'association ne peut se mettre en liquidation volontaire qu'après en avoir averti l'autorité de contrôle au moins un mois avant la convocation de l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 33. Nomination des liquidateurs. L'assemblée qui décide la dissolution et la liquidation nommera, sous réserve de l'agrément de l'autorité de contrôle, un ou plusieurs liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs, leur rémunération éventuelle et le mode de liquidation.

Art. 34. Mode de liquidation. Après acquittement du passif, des charges et coûts de la liquidation, l'actif net ne peut recevoir qu'une destination conforme à la législation en vigueur.

Art. 35. Provisions techniques inférieures au minimum requis.

(1) Si les provisions techniques de l'association sont inférieures aux deux tiers du minimum requis, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de l'association à l'assemblée générale qui ne délibère valablement que si les deux tiers de ses associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée. La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés. La dissolution n'est admise que si elle est votée à la majorité des trois quarts des associés présents ou représentés.

(2) Si les provisions techniques de l'association sont inférieures au quart du minimum requis, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de l'association à l'assemblée générale qui ne délibère valablement que si les deux tiers de ses associés sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée. La seconde assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés. La dissolution n'est admise que si elle est votée à la majorité simple des associés présents ou représentés.

(3) La convocation doit se faire de façon que l'assemblée soit tenue dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que les provisions techniques sont devenues inférieures aux deux tiers, ou au quart du minimum requis respectivement.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 36. Adresse de communication. Pour l'exécution des présents statuts, les administrateurs et liquidateurs sont tenus d'élire domicile au siège social, où toutes assignations et notifications peuvent leur être transmises.

Art. 37. Cas non-prévus. Tout ce qui ne sera pas prévu par les présents statuts sera réglé conformément aux dispositions de la Loi.»

131683

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Madame Sabrina BRISCHETTO en tant qu'associé représentant les ayants droits. Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec nous Notaire la présente minute.

Signé: J. Berg, A. Niederprüm, G. Lespinoy et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35757. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014124718/282.

(140141911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Gildan (Luxembourg) Financing Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 160.797.

In the year two thousand and fourteen, twenty-ninth day of July,

Before Maître Roger Arrensdorff, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

7822995 Canada Inc., a company duly incorporated and organized under the laws of Canada, having its registered office at 600 de Maisonneuve Boulevard West, 33rd floor, Montreal, Quebec, H3A 3J2, registered with Industry Canada, Corporations Canada under number 782299-5, acting through its Luxembourg branch, Gildan Financing, Luxembourg Branch, having its registered office at 11-13 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B160.663 (hereafter referred to as the "Sole Member");

duly represented by Me Lydie Beuriot, lawyer, residing professionally at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated 28 July 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that Gildan Financing, Luxembourg Branch is the Sole member of Gildan (Luxembourg) Financing Sàrl, a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée"), having its registered office set at 11-13 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B160.797, incorporated by a deed received by Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Mondorf-les-Bains on April 8, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under the number 1711 on July 28, 2011, and amended for the last time by a deed received by Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg on June 19, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter referred to as the "Company").

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda

1. Transfer of the registered office of the Company and amendment of article 4.1 of its articles of incorporation;
2. Acknowledgement of the resignation of Mr David Catala as manager of the Company;
3. Appointment of Mr Olivier Dorier as manager of the Company; and
4. Any other business.

First resolution

The Sole Member resolves to transfer the registered office of the Company from 11-13 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg to 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach with effect as of August 1, 2014, and amend article 4.1 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

« 4.1. The registered office is established in the city of Munsbach. The registered office may be transferred within the municipality of Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg by decision of the board of managers. It may further be trans-

ferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Sole Member adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.»

Second resolution

The Sole Member resolves to accept the resignation of Mr David Catala as manager of the Company effective as of July 31, 2014 and grant him entire and full discharge in respect of his mandate as manager of the Company.

Third resolution

The Sole Member resolves to appoint Mr Olivier Dorier, born in Saint Rémy (France) on September 25, 1968, residing professionally at Munsbach as new manager of the Company in full replacement of David Catala with effect as of August 1, 2014 and for an undetermined period.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at about EUR 750.- (seven hundred fifty Euro).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf juillet.

Par devant Maître Roger Arrensдорff, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

7822995 Canada Inc., une société constituée et organisée sous le droit canadien, ayant son siège social au 600 de Maisonneuve Boulevard West, 33rd floor, Montreal, Québec, H3A 3J2, enregistrée auprès de l'Industry Canada, Corporations Canada sous le numéro 782299-5, agissant par le biais de sa succursale luxembourgeoise, Gildan Financing, Luxembourg Branch, ayant son siège social au 11-13 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B160.663 (ci-après l'«Associé Unique»);

dûment représentée par Me Lydie Beuriot, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse,

en vertu d'une procuration donnée en date du 28 juillet 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte des comparantes et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant ès-qualité, demande au notaire:

I. d'acter que Gildan Financing, Luxembourg Branch est l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée Gildan (Luxembourg) Financing Sàrl, ayant son siège social à 11-13 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, immatriculée auprès du registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B160.797, constituée suivant acte reçu par Maître Roger Arrensдорff, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains, le 8 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1711 du 28 juillet 2011 et modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Roger Arrensдорff, notaire de résidence à Luxembourg, le 19 juin 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

II. d'enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, selon l'ordre du jour ci-dessous:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société et modification de l'article 4.1 de ses statuts;
2. Constatation de la démission de Mr David Catala, en tant que gérant de la Société;
3. Nomination de Mr Olivier Dorier, en tant que gérant de la Société;
4. Divers.

131685

Première résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société du 11-13 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach avec effet au 1^{er} août 2014, et de modifier l'article 4.1 des statuts de la Société comme suit:

« 4.1. Le siège social est établi dans le commune de Munsbach. Le siège social pourra être transféré dans la commune de Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Il pourra également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Associé Unique délibérant comme en matière de modification des statuts.».

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la démission de Mr David Catala, en tant que gérant de la Société, avec effet au 31 juillet 2014 et lui accorde entière et complète décharge pour l'exercice de son mandat de gérant de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de nommer Mr Olivier Dorier, né le 25 septembre 1968 à Saint Rémy (France), résidant professionnellement à Munsbach, en tant que nouveau gérant de la Société en remplacement de David Catala, avec effet au 1^{er} août 2014 et pour une durée indéterminée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève à environ EUR 750,- (sept cent cinquante euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant été soulevée, l'assemblée est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu de la partie comparante, connu du notaire par son prénom, nom, état civil et domicile, ladite partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: BEURIOT, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 juillet 2014. Relation: LAC/2014/36342. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014124738/122.

(140141764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Bremonhill Investment S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 130.894.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société à Luxembourg le 30 juillet 2014

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société tenue en date du 30 juillet 2014 qu'il a été décidé de réélire, en tant qu'administrateur-délégué de la Société, Monsieur Vincent GOY, résidant professionnellement au 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en l'année 2015 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014125371/17.

(140142469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2014.

Grenache & Cie S.N.C., Société en nom collectif.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.763.

In the year two thousand and fourteen, on the first of July,

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,

Was held

an extraordinary general meeting of the Partners of "GRENACHE & CIE S.N.C.", having its registered office at 44, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 133.763.

The Partnership was incorporated by notarial deed on the 20 November 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The constitution of the Partnership dated 20 November 2007 was last amended by notarial deed on 27 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 18 April 2014, number 997 (the "Constitution").

THERE APPEARED

Grenache, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.649 and having a share capital of EUR 21,000,

here represented by Manfred Zisselsberger, with professional address at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

BNP Paribas, a public limited company (société anonyme) incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, Boulevard des Italiens, F-75009 Paris, France and registered with the French Register of Commerce and Companies under number 662042449,

here represented by Valerie Attia, with professional address at 3 Rue d'Antin, 75002 Paris 02 France, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

All the Partners are represented at the meeting and expressly waive any notice and convening formalities in accordance with clause 8.3 of the Constitution.

Terms not otherwise defined herein shall have the meaning given to them in the Constitution.

The Partners declare having been informed of the agenda of the meeting beforehand.

The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to approve the making by the Partnership of special distributions, and to amend the Constitution accordingly by introducing a new clause 9.8 therein.

2. Decision to approve the granting by the Partnership of an optional redemption right in respect of the A Fractional Interests for the benefit of the A Partner, and to amend the Constitution accordingly by introducing a new clause 16.10 therein.

3. Decision to approve the insertion, and the amendment and restatement (as the case may be), of certain definitions in clause 24 of the Constitution in connection with the introduction of the new clause 16.10 therein.

4. Decision to amend and restate clause 16.5 of the Constitution.

5. Decision to approve Petale Participation 2 (Registration number: 479 751 299 R.C.S. Paris, Registered address: 1 Bd Haussmann, 75009 Paris) as a new additional partner to whom the B Partner may, in the event that the A Partner exercises its optional redemption right provided in clause 16.10(a)(i) of the Constitution prior to a liquidator being appointed in respect of the Partnership, transfer any B Fractional Interests, provided that such transfer occurs substantially concurrently with the redemption by the Partnership of all of the A Fractional Interests in accordance with clause 16.10 of the Constitution.

6. Miscellaneous.

The following resolutions were taken by the Partners:

First resolution

The Partners decide to approve the making by the Partnership of special Distributions, and to amend the Constitution accordingly by introducing a new clause 9.8 therein which shall read as follows:

9.8. Special Distributions.

The Management Committee, by a resolution adopted by simple majority including at least one A Management Committee Member and one B Management Committee Member (a "Special Distribution Resolution"), may at any time declare a special distribution (a "Special Distribution") to be made to the Partners in accordance with the provisions of this clause 9.8. Any such Special Distribution Resolution shall specify the date on which such Special Distribution is payable (the "Special Distribution Date"). Unless the Special Distribution Resolution provides otherwise, the Special Distribution Date shall be the date of the Special Distribution Resolution.

Special Distribution - Allocation of Accumulated Profits

The Accumulated Profits for the period beginning on, but excluding, the last day of the previous Distribution Period in respect of which a Distribution has been declared and ending on, and including, the date on which the Special Distribution Resolution is passed (the "Special Distribution Period") shall be calculated by the Management Committee by reference to interim financial statements prepared up to and including the date of the Special Distribution Resolution.

The A Profit Share and any B Profit Share shall be calculated in accordance with the provisions of clauses 9.2 and 9.3 and the Accumulated Profits calculated in accordance with the provisions of this clause 9.8 shall be applied in the order set out in clause 9.1.

For these purposes, any reference in such clauses and the related definitions to (i) a "Distribution Period" (other than a previous Distribution Period) shall be construed as a reference to the relevant Special Distribution Period, and (ii) a "Distribution Date" (other than a previous Distribution Date) shall be construed as a reference to the relevant Special Distribution Date.

Date of Special Distribution and Capital Increase

Any Existing Cumulative Amounts and the A Profit Share shall be distributed to the A Partner on the Special Distribution Date. Any B Profit Share is subject to the terms of clause 9.5 (and each reference in clause 9.5 to the "Distribution Date" shall be construed as being a reference to the "Special Distribution Date").

Next Following Distribution

If a Special Distribution is declared, then the Distribution payable on the next following Distribution Date shall be determined by reference to a Distribution Period beginning on, but excluding, the date of the applicable Special Distribution Resolution and all relevant definitions in the Constitution shall be construed accordingly.

Second resolution

The Partners decide to approve the granting by the Partnership of an optional redemption right in respect of the A Fractional Interests for the benefit of the A Partner, and to amend the Constitution accordingly by introducing a new clause 16.10 therein which shall read as follows:

Clause 16.10.

(a) Upon the occurrence of a Redemption Trigger Event and for so long as such Redemption Trigger Event is continuing, the A Partner shall be entitled:

(i) if no liquidator has been appointed at that time, to require the Partnership to redeem and cancel all of the A Fractional Interests held by the A Partner and the A Interest constituted thereby; or

(ii) if one or more liquidators have been appointed at that time, to require the liquidator(s) to redeem and cancel all but one of the A Fractional Interests held by the A Partner and the A Interest constituted thereby,

in each case by delivering a redemption request in writing to the Partnership or the liquidator(s) (as applicable), specifying any Redemption Trigger Event which has occurred and is continuing at that time (an "ORR Request"). A copy of an ORR Request shall be provided by the A Partner to the B Partner promptly after such delivery.

Subject to Clause 16.10(b) below, the A Fractional Interests referred to above and the A Interest constituted thereby shall be mandatorily redeemed as soon as reasonably practicable on the Redemption Date. Redemption of the relevant A Fractional Interests pursuant to this Clause 16.10 shall be effected by way of payment on the Redemption Date to the A Partner of an amount equal to the Aggregate Redemption Amount (calculated as at the date of the ORR Request by the A Partner and certified as correct by the A Partner in its ORR Request, which calculation shall be binding in the absence of manifest error), which amount shall be credited to such account as is notified by the A Partner to the Partnership or the liquidator(s) (as applicable) in the ORR Request. The then current Partners and the Management Committee or any liquidator appointed (as applicable) shall take any and all actions necessary to effect such redemption and the cancellation of the relevant A Fractional Interests promptly following such redemption including, without limitation, appearing before a notary to amend the Constitution to reflect the redemption and cancellation of the relevant A Fractional Interests.

(b) The B Partner may, on the date of receipt of an ORR Request, notify the A Partner and the Partnership that it wishes to exercise the B Partner Call Option and, provided that in such notification the B Partner proposes that the "Settlement Date" for the purposes of the B Partner Call Option shall be one (1) Business Day after the date of receipt of such ORR Request, the A Partner shall agree to the exercise of the B Partner Call Option in this revised manner and the rights of the A Partner under this Clause 16.10 shall be suspended. If following receipt of such a notification from the B Partner, the B Partner Call Option has not settled and the A Partner has not received all amounts due to it under the

B Partner Call Option on such proposed “Settlement Date”, the rights of the A Partner under this Clause 16.10 shall cease to be suspended and the relevant A Fractional Interests shall be mandatorily redeemed as soon as reasonably practicable on the later of (i) the original Redemption Date, and (ii) the next following Business Day, and otherwise in accordance with this Clause 16.10.

(c) For the purposes of this Clause 16.10:

“Redemption Date” means the date falling three (3) Business Days after the date of receipt of an ORR Request unless the ORR Request relates to a Redemption Trigger Event listed under paragraphs (i), (ii), (iii), (iv) and/or (v) of Clause 16.10(d) below, in which case it shall mean the date falling one (1) Business Day after the date of receipt of an ORR Request in accordance with this Clause 16.10.

“Redemption Amount” means an amount per A Fractional Interest equal to the aggregate of:

(i) the par value of the A Fractional Interest; and

(ii) unless a Special Distribution has been paid, an amount equal to the aggregate of:

(1) any Existing Cumulative Amounts, divided by the number of A Fractional Interests then in existence;

(2) any declared but unpaid Distributions with respect to the A Fractional Interests (except to the extent these constitute Existing Cumulative Amounts), divided by the number of A Fractional Interests then in existence; and

(3) any accrued (but undeclared) A Profit Share for the period beginning on (and including) the first day of the then current Distribution Period to (but excluding) the Redemption Date, divided by the number of A Fractional Interests then in existence; and

(iii) if the Partnership is in liquidation at the time instructions in accordance with this Clause 16.10 are given by the A Partner and unless previously waived in writing by the A Partner, an amount equal to any accrued Dissolution A Profit Share, divided by the number of A Fractional Interests then in existence.

The “Aggregate Redemption Amount” shall be an amount equal to the Redemption Amount multiplied by the number of A Fractional Interests required to be redeemed in accordance with this Clause 16.10.

(d) The occurrence of any of the events listed below shall constitute a “Redemption Trigger Event” for the purposes of this Clause 16.10:

(i) if by 31 July 2014 the Partnership has not been fully dissolved and liquidated by means of a voluntary dissolution proceeding and/or all of the assets and investments of the Partnership have not been realised and/or the net proceeds thereof (after payment of or provision for all expenses and liabilities of the Partnership) have not been distributed, in each case in accordance with the terms of the Constitution or as otherwise may have been agreed between the Partners (unless the failure to so liquidate the Partnership and/or to so realise the Partnership assets and investments and/or to so distribute the net proceeds of realisation of the Partnerships assets and investments is caused by a material default by the A Partner or any of its Affiliates under any Joint Venture Transaction Document);

(ii) if, in the reasonable judgment of the A Partner, any liquidator appointed with respect to the Partnership purports to or evidences any intention to realise any assets/investments of the Partnership or to distribute the net proceeds thereof otherwise than in accordance with the Constitution or as may have been agreed between the Partners from time to time;

(iii) the occurrence of an Act of Insolvency with respect to BNPP;

(iv) any payment default by BNPP under any Joint Venture Transaction Document in excess of EUR 50,000 unless such failure to pay is caused by:

(1) an administrative or technical error and payment is made within three (3) Business Days of notification by the A Partner or BNPP that such payment was not received or made; or

(2) a Disruption Event and payment is made within three (3) Business Days following the end of such a Disruption Event;

(v) any other material default (not included in paragraph (iv) above) by BNPP or any of its Affiliates under any Joint Venture Transaction Document;

(vi) the occurrence of, in the reasonable judgment of the A Partner, a Change of Law which:

(1) has or could reasonably be expected to have a material adverse effect on the economic benefits that the A Partner or any of its Affiliates is expecting from the Joint Venture Transaction;

(2) would make it unlawful for the A Partner to perform any of its obligations or exercise any of its rights under the Joint Venture Transaction Documents;

(3) has or would reasonably be expected to have a material adverse effect on the rate of return by the A Partner on its capital anticipated by the Joint Venture Transaction; or

(4) has or would reasonably be expected to have a material adverse effect on the cost to the A Partner of performing its obligations under the Joint Venture Transaction Documents; or

(vii) the continued ownership by the A Partner of the A Fractional Interests becoming illegal or impermissible under applicable law.

Third resolution

The Partners decide to approve the inclusion of certain additional definitions in clause 24 of the Constitution, in connection with the introduction of the new clause 16.10 therein, such definitions to read as follows:

"Act of Insolvency" shall have the meaning ascribed to such term in the A Partner Call Option, and shall also include the following additional events such that an Act of Insolvency shall occur in relation to an entity if it:

1. is dissolved (other than pursuant to a consolidation, amalgamation or merger);
2. becomes insolvent or is unable to pay its debts or fails to pay its debts as they become due;
3. institutes or has instituted against it, by a regulator, supervisor or any similar official with primary insolvency, rehabilitative or regulatory jurisdiction over it in the jurisdiction of its incorporation or organisation or the jurisdiction of its head or home office, a proceeding seeking a judgment of insolvency or bankruptcy or any other relief under any bankruptcy or insolvency law or other similar law affecting creditors' rights, or a petition is presented for its winding-up or liquidation by it or such regulator, supervisor or similar official;
4. has instituted against it a proceeding seeking a judgment of insolvency or bankruptcy or any other relief under any bankruptcy or insolvency law or other similar law affecting creditors' rights and such proceeding is instituted by a person or entity not described in paragraph 3 above, and is not dismissed, discharged, stayed or restrained within 15 days of the institution thereof;
5. has exercised in respect of it one or more of the stabilisation powers pursuant to Part 1 of the Banking Act 2009 and/or has instituted against it a bank insolvency proceeding pursuant to Part 2 of the Banking Act 2009 or a bank administration proceeding pursuant to Part 3 of the Banking Act 2009;
6. has a resolution passed for its winding-up, official management or liquidation (other than pursuant to a consolidation, amalgamation or merger);
7. has a secured party take possession of all or substantially all its assets or has a distress, execution, attachment, sequestration or other legal process levied, enforced or sued on or against all or substantially all its assets and such secured party maintains possession, or any such process is not dismissed, discharged, stayed or restrained, in each case within 15 days thereafter;
8. causes or is subject to any event with respect to it which, under the applicable laws of any jurisdiction, has an analogous effect to any of the events specified in paragraphs 1 to 7 above; or
9. takes any action in furtherance of, or indicating its consent to, approval of, or acquiescence in, any of the foregoing acts.

"Change of Law" shall have the meaning ascribed to such term in the A Partner Call Option, except that the reference to the Trade Date in such definition shall be construed as a reference to 1 July 2014.

"Disruption Event" shall have the meaning ascribed to such term in the A Partner Call Option.

"Hedging Documents" shall have the meaning ascribed to such term in the A Partner Call Option.

"Joint Venture Transaction" shall have the meaning ascribed to such term in the A Partner Call Option.

"Joint Venture Transaction Documents" shall have the meaning ascribed to such term in the A Partner Call Option, and shall also include any other documents designated as "Joint Venture Transaction Document" from time to time by mutual agreement of the Partners.

The Partners further decide to amend and restate the following definitions in clause 24 of the Constitution, as follows:

"Dissolution Date", to be amended by inserting the following phrase at the end of paragraph (a): "or by any other resolution adopted by the Partners from time to time". Such definition shall henceforth read as follows:

"Dissolution Date" means the date on which any liquidation of the Partnership (including a Dissolution) is commenced either:

(a) by a resolution adopted by the Partners pursuant to clause 16.3 of this Constitution (with reference to a Dissolution) or by virtue of a Dissolution occurring under clause 5.2 of this Constitution or by any other resolution adopted by the Partners from time to time; or

(b) by a decision of the Luxembourg court, opening judicial liquidation proceedings under article 203 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915 (as amended).

"Liquidation Date", to be amended by inserting the following phrase at the end thereof: "or as may have otherwise been agreed by one A Management Committee Member and one B Management Committee Member (acting jointly)". Such definition shall henceforth read as follows:

"Liquidation Date" means the date on which all liquidation proceeds have been distributed to the Partners (in cash or in specie) in accordance with the relevant provisions of the Constitution or as may have otherwise been agreed by one A Management Committee Member and one B Management Committee Member (acting jointly).

Fourth resolution

The Partners decide to amend and restate clause 16.5 of the Constitution as follows:

"On (i) a Dissolution, or (ii) any other dissolution or judicial liquidation, then (subject in the case of a Dissolution pursuant to clauses 16.6, 16.7, 16.8, 16.9 and 17 of this Constitution), all assets and investments of the Partnership shall be realised by the Liquidator by way of a sale of such assets and investments to either (i) a third party, or (ii) a BNPP Entity or a BARCLAYS Entity in circumstances where any such entity is willing to purchase any or all assets and investments at a price which is greater than the price which could be obtained on a sale to a third party. For the purposes of determining the best price which could be obtained on a sale to a third party, the Liquidator shall determine the Value of all (or any specified class) of the assets and liabilities of the Partnership in accordance with the principles set forth in clause 19 of this Constitution. The net proceeds thereof (after payment of or provision for all expenses and liabilities of the Partnership) shall be distributed to the Partners in the following order of priority:

(a) Firstly, to the holders of A Fractional Interests, an amount per A Fractional Interest equal to the aggregate of:

(i) the par value of the A Fractional Interest; and

(ii) an amount equal to:

(1) any Existing Cumulative Amounts divided by the number of A Fractional Interests then in existence;

(2) any declared but unpaid Distributions with respect to each A Fractional Interest (except to the extent these constitute Existing Cumulative Amounts);

(3) any accrued (but undeclared) A Profit Share for the then current Distribution Period, divided by the number of A Fractional Interests then in existence; and

(4) any accrued Dissolution A Profit Share, divided by the number of A Fractional Interests then in existence.

(b) Secondly, to the holders of B Fractional Interests, an amount per B Fractional Interest equal to the remaining balance divided by the number of B Fractional Interests then in issue,

and, upon such distribution of assets, each of the A Fractional Interests and B Fractional Interests and the A Interest and B Interest constituted thereby shall be treated as redeemed or cancelled."

Fifth resolution

The Partners decide to approve Petale Participation 2 (Registration number: 479 751 299 R.C.S. Paris, Registered address: 1 Bd Haussmann, 75009 Paris) as a new additional partner to whom the B Partner may, in the event that the A Partner exercises its optional redemption right provided in clause 16.10(a)(i) of the Constitution prior to a liquidator being appointed in respect of the Partnership, transfer any B Fractional Interests, provided that such transfer occurs substantially concurrently with the redemption by the Partnership of all of the A Fractional Interests in accordance with clause 16.10 of the Constitution.

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros (2,000.- EUR).

Nothing further being on the agenda and no one asking to speak, the meeting was adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'année deux mille quatorze, le premier juillet,

Par-devant nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des Associés de "GRENACHE & CIE S.N.C.", ayant son siège social à 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133.763.

La Société a été constituée par acte notarié le 20 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 17 Décembre 2007, numéro 2928. Les statuts de la Société datés du 20 novembre 2007 ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié en date du 27 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 18 avril 2014, numéro 997 (les "Statuts").

ONT COMPARU:

Grenache, une société à responsabilité limitée, constituée sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 134.649 et ayant un capital social de EUR 21,000,

ici représentée par Manfred Zisselsberger, résidant professionnellement à 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes afin d'être déposée en même temps avec les autorités de l'enregistrement.

BNP Paribas, une société anonyme, constituée sous le droit français, ayant son siège social au 16, Boulevard des Italiens, F-75009 Paris, France et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Français sous le numéro 662042449,

ici représentée par Valerie Attia, résidant professionnellement à 3 Rue d'Antin, 75002 Paris 02 France, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes afin d'être déposée en même temps avec les autorités de l'enregistrement.

Tous les associés sont représentés à l'assemblée et renoncent expressément à toute notification et au bénéfice des formalités de convocation en vertu de l'article 8.3 des Statuts.

Les termes qui ne sont pas définis aux présentes ont le sens qui leur est attribué dans les Statuts.

Les Associés déclarent avoir été informés auparavant de l'ordre du jour de l'assemblée.

L'Assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour qui suivent:

Ordre du jour

1. Décision d'approuver le paiement de Distributions spéciales par la Société, et de modifier les Statuts en conséquence en y introduisant un nouvel article 9.8.

2. Décision d'approuver l'octroi par la Société d'un droit de rachat optionnel sur les Parts de Bénéfice A au bénéfice de l'Associé A, et de modifier les Statuts en conséquence en y introduisant un nouvel article 16.10.

3. Décision d'approuver l'insertion, et la modification et la réitération (selon le cas) de certaines définitions dans l'article 24 des Statuts, en relation avec l'introduction du nouvel article 16.10.

4. Décision de modifier et de réitérer l'article 16.5 des Statuts.

5. Décision d'approuver Petale Participation 2 (Numéro d'enregistrement: 479 751 299 R.C.S. Paris, Adresse d'enregistrement: 1 Bd Haussmann, 75009 Paris) en tant que nouvel associé supplémentaire à qui l'Associé B pourrait, dans l'événement de l'exercice par l'Associé A de son droit de rachat optionnel prévu dans l'article 16.10(a)(i) des Statuts avant qu'un liquidateur soit nommé pour la Société, transférer des Parts Sociales B, pourvu qu'un tel transfert soit survenu substantiellement en même temps que le rachat par la Société de l'entière des Parts Sociales A en conformité avec l'article 16.10 des Statuts.

6. Divers.

Les résolutions suivantes ont été prises par les Associés:

Première résolution

Les Associés décident d'approuver les Distributions spéciales émises par la Société, et de modifier les Statuts en conséquence en introduisant un nouvel article 9.8, qui se lit comme suit:

9.8. Distributions Spéciales.

Résolution de Distribution Spéciale

Le Conseil de Gérance, par décision adoptée à la majorité simple incluant au moins un Gérant A et un Gérant B (la "Résolution de Distribution Spéciale"), peut à tout moment déclarer une distribution spéciale (une "Distribution Spéciale") à être versée aux Associés conformément aux dispositions de cet article 9.8. Toute Résolution de Distribution Spéciale précisera la date à laquelle une telle Distribution Spéciale est à payer (la "Date de la Distribution Spéciale"). A moins que la Résolution de Distribution Spéciale n'en dispose autrement, la Date de la Distribution Spéciale sera la date de la Résolution de Distribution Spéciale.

Distribution spécial - Allocation de Bénéfices Accumulés

Les Bénéfices Accumulés pour la période commençant du, mais excluant, le dernier jour de la précédente Période de Distribution et prenant fin le, et incluant, la date à laquelle la Résolution de Distribution Spéciale est adoptée (la "Période de la Distribution Spéciale") est calculée par le Conseil de Gérance par référence aux comptes intérimaires préparés pour la période jusqu'à et comprenant la date de la Résolution de Distribution Spéciale.

La Part de Bénéfices A et toute Part de Bénéfices B seront calculées conformément aux dispositions des articles 9.2 et 9.3 et les Bénéfices Accumulés calculés conformément aux dispositions de l'article 9.8 seront appliqués suivant l'ordre établis à l'article 9.1.

A ces fins, toute référence dans ces articles et les définitions connexes à (i) la "Période de Distribution" (autre qu'une Période de Distribution antérieure) doit être interprétée comme référence à la Période de Distribution Spéciale pertinente, et (ii) la "Date de Distribution" (autre qu'une Date de Distribution antérieure) sera interprétée comme référence à la Date de Distribution Spéciale pertinente.

Date de Distribution et Augmentation de Capital

Tous Montants Cumulatifs Existants et la Part de Bénéfices A seront distribués à l'Associé A à la Date de Distribution Spéciale. Toute Part de Bénéfices B est soumise à l'article 9.5 (et chaque référence à la clause 9.5 de la "Date de Distribution" sera interprétée comme référence à la "Date de Distribution Spéciale").

Distribution Suivante

Si une Distribution Spéciale est déclarée, alors la Distribution à faire à la Date de Distribution suivante sera déterminée par référence à la Période de Distribution commençant le, mais excluant, la date de la Résolution de Distribution Spéciale applicable et toutes les définitions pertinentes dans les Statuts seront interprétées de manière correspondante.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'approuver l'octroi par la Société d'un droit de rachat optionnel sur les Parts de Bénéfice A au bénéfice de l'Associé A, et de modifier les Statuts en conséquence en y introduisant un nouvel article 16.10, qui se lit comme suit:

Art. 16.10.

(a) Si un Événement Déclencheur du Droit de Rachat survient et pour autant que cet Événement Déclencheur du Droit de Rachat subsiste, l'Associé A aura le droit de:

(i) si aucun liquidateur n'a été nommé à cette date, d'exiger de la Société de racheter et d'annuler toutes les Parts Sociales A détenues par l'Associé A et la Participation A correspondante; ou

(ii) si un ou plusieurs liquidateurs ont été nommés à cette date, d'exiger du(es) liquidateur(s) de racheter et annuler toutes sauf une des Parts Sociales A détenues par l'Associé A et la Participation A constituée,

en chaque cas par la voie d'une demande de rachat écrite délivrée à la Société ou au(x) liquidateur(s) (selon le cas) en précisant l'Événement Déclencheur du Droit de Rachat qui est survenu et qui subsiste (la "Demande DRO"). Une copie de la Demande DRO sera délivrée par l'Associé A également à l'Associé B sans délai suite à l'envoi de la demande ci-dessus. Sujet des dispositions de l'article 16.10(b) ci-dessous, les Parts Sociales A visées ci-dessus et la Participation A constituée sont obligatoirement rachetées aussitôt qu'il est raisonnablement possible à la Date du Rachat. Le Droit de Rachat des Parts Sociales A concernées en vertu de l'article 16.10 sera effectué par voie de paiement à la Date du Rachat à l'Associé A du montant égal au Montant Total du Rachat (calculé à la date de la Demande DRO par l'Associé A et certifié conforme par l'Associé A dans sa Demande DRO, lequel calcul sera obligatoire sauf erreur manifeste), lequel sera crédité au compte notifié par l'Associé A à la Société ou par le liquidateur (selon le cas) dans la Demande DRO. Les Associés actuels à ce moment et le Conseil de Gérance ou tout liquidateur nommé (selon le cas) prendront toute action nécessaire pour effectuer ce rachat et l'annulation des Parts Sociales A concernées sans délai suite audit rachat y compris, sans limitation, de comparaître devant un notaire pour modifier les Statuts afin de refléter le rachat et l'annulation des Parts Sociales A concernées.

(b) L'Associé B pourrait, à la date de sa réception d'une Demande DRO, notifier l'Associé A et la Société qu'il souhaite exercer l'Option d'Appel B et, à condition que l'Associé B propose dans une telle notification que la "Date de Paiement" pour les besoins de l'Option d'Appel B sera un (1) Jour Ouvrable après la date de réception de ladite Demande DRO, l'Associé A donnera son accord à l'exercice de l'Option d'Appel B dans cette manière modifiée et les droits de l'Associé A sous cet article 16.10 seront suspendus. Si suite à la réception d'une telle notification de la part de l'Associé B, l'Option d'Appel B n'a pas été payée et l'Associé A n'a pas reçu tous les montants lui dus sous l'Option d'Appel B à telle "Date de Paiement" proposée, les droits de l'Associé A sous cet article 16.10 seront à nouveau effectifs et les Parts Sociales A concernées seront obligatoirement rachetées aussitôt qu'il est raisonnablement possible à la plus tard de (i) le Date de Rachat originale, and (ii) le prochain Jour Ouvrable et autrement conformément à cet article 16.10.

(c) Pour les besoins de l'article 16.10:

"Date de Rachat" signifie la date qui tombe trois (3) Jours Ouvrables après la date de réception de la Demande DRO à moins que la Demande DRO concerne un Événement Déclencheur du Droit de Rachat listé sous paragraphes (i), (ii), (iii), (iv) et/ou (v) de l'article 16.10(d) ci-dessous, dans un tel cas il sera faite référence à la date qui tombe un (1) Jour Ouvrable après la date de la réception de la Demande DRO conformément à l'article 16.10.

"Montant du Rachat" signifie un montant par Part Sociale A égal au total de:

(i) la valeur au per comptable de la Part Sociale A; et

(ii) à moins qu'une Distribution Spéciale n'ait été faite, un montant égal au total de:

(1) tout Montant Cumulatifs Existant, divisé par le nombre de Parts Sociales A existants au moment donné;

(2) toute Distribution sur les Parts Sociales A, déclarée mais impayée (sauf dans la mesure où elles constitueront un Montant Cumulatifs Existant), divisée par le nombre de Parts Sociales A existants au moment donné;

(3) toute Part de Bénéfices A cumulé (mais non déclaré) pour la période commençant (et incluant) le premier jour de la Période de Distribution en cours à cette date jusqu'à (mais excluant) la Date de Distribution qui précède immédiatement à (et excluant) la Date de Rachat, divisée par le nombre de Parts Sociales A existants au moment donné; et

(4) en cas où la Société est mise en liquidation au moment où les instructions sont données par l'Associé A en conformité avec cet article 16.10, et sauf si l'Associé A y a renoncé antérieurement par écrit, un montant égal à toute Part de Bénéfices de Dissolution A divisée par le nombre de Parts Sociales A existants au moment donné.

Le "Montant Total du Rachat" sera le montant égal au Montant du Rachat multiplié par le nombre de Parts Sociales A dont le rachat est exigé en conformité avec cet article 16.10.

(d) La survenance de tout événement listé ci-dessous constituera un "Événement Déclencheur du Droit de Rachat" pour les besoins de cet article 16.10:

(i) si jusqu'au 31 juillet 2014 la Société n'a pas été complètement dissoute et liquidée par voie d'une procédure de liquidation volontaire et/ou tous les actifs et investissements de la Société n'ont pas été liquidés et/ou le produit net d'une telle liquidation (après paiement de, ou provision pour, toutes les dépenses et dettes de la Société) n'ont pas été distribués, dans chaque cas en conformité avec les termes des Statuts ou autant que les Associés ont décidé autrement par (sauf si la défaillance de liquider la Société et/ou liquider les actifs et investissements de la Société et/ou de distribuer les produits nets de la liquidation des actifs et investissements de la Société est causée par un défaut matériel de l'Associé A ou de ses Filiales sous tout Document de la Transaction d'Entreprise Commune);

(ii) si, selon le jugement raisonnable de l'Associé A, tout liquidateur nommé pour la Société prétend ou démontre son intention de liquider tout actif/investissement de la Société ou d'en distribuer le produit net de manière autre que celle prévue dans les Statuts ou de celle agréée par les Associés de temps en temps;

(iii) la survenance de l'Acte d'Insolvabilité en ce qui concerne BNPP;

(iv) tout défaut de paiement par BNPP sous tout Document de la Transaction d'Entreprise Commune excédant EUR 50,000 sauf si un tel défaut de paiement est causé par:

(1) une erreur administrative ou technique et le paiement est effectué dans les trois (3) Jours Ouvrables dès la notification par l'Associé A ou BNPP qu'un tel paiement n'a pas été reçu ou effectué; ou

(2) un Événement Perturbateur et le paiement est effectué dans les trois (3) Jours Ouvrables suivant la fin de cet Événement Perturbateur;

(v) tout autre défaut matériel (non inclus au paragraphe (iv) ci-dessus) par BNPP ou l'une de ses Filiales sous tout Document de la Transaction d'Entreprise Commune;

(vi) la survenance de, selon le jugement raisonnable de l'Associé A, d'un Changement de Loi qui:

(1) a ou pourrait raisonnablement être anticipé d'avoir un effet matériel inverse aux bénéfices économiques que l'Associé A ou ses Filiales s'attendent de la Transaction d'Entreprise Commune.

(2) rendrait illégal pour l'Associé A de remplir ses obligations ou exercer ses droits sous les Documents de la Transaction d'Entreprise Commune;

(3) a ou pourrait raisonnablement être anticipé d'avoir un effet matériel inverse sur le taux de rendement de l'Associé A sur son capital prévu par la Transaction d'Entreprise Commune; ou

(4) a ou pourrait raisonnablement être anticipé d'avoir un effet matériel inverse sur le coût pour l'Associé A de remplir ses obligations sous les Documents de la Transaction de l'Entreprise Commune; ou

(vii) le maintien de la propriété par l'Associé A des Parts Sociales A devenant illégal ou illicite sous la loi applicable.

Troisième résolution

Les Associés décident d'inclure certaines définitions additionnelles à la clause 24 des Statuts, en relation avec l'introduction du nouvel article 16.10, lesdites définitions se lisant comme suit:

"Acte d'Insolvabilité" aura le même sens que celui qui est donnée à ce terme dans l'Option d'Appel de l'Associé A, et inclut également les événements supplémentaires suivants tels qu'un Acte d'Insolvabilité sera survenu en relation d'une entité si ladite entité:

1. est dissout (autrement que suite à une consolidation, une réorganisation ou une fusion);
2. devient insolvable ou est incapable de payer ses dettes ou n'arrive pas à payer ses dettes quand elles deviennent exigibles;

3. commence ou a eu commencées à son encontre, par un régulateur, un superviseur ou tout autre officier similaire ayant une juridiction concernant l'insolvabilité principale, la réhabilitation ou la réglementation sur ladite entité dans la juridiction de sa constitution ou de son organisation ou dans la juridiction de son siège principal ou domestique, une procédure cherchant à prononcer un jugement d'insolvabilité ou de faillite ou de toute autre soulagement sous toute loi d'insolvabilité, de faillite ou similaire affectant les droits des créanciers ou une pétition est présentée pour sa dissolution, ou sa liquidation par elle ou par un tel régulateur, superviseur ou autre officier similaire;

4. a eu commencées à son encontre une procédure cherchant à prononcer un jugement d'insolvabilité ou de faillite ou de toute autre soulagement sous toute loi d'insolvabilité, de faillite ou similaire affectant les droits des créanciers, et ladite procédure a été commencée par une personne ou une entité qui n'est pas décrit dans le paragraphe 3 ci-dessous et elle n'est pas déboutée, déclarée non-admise, temporairement arrêtée ou restreinte dans 15 jours dès son commencement;

5. a eu exercée à son encontre un ou plusieurs pouvoirs de stabilisation sous la Partie 1 de la Loi Bancaire 2009 et/ou a vu commencées à son encontre une procédure d'insolvabilité bancaire sous la Partie 2 de la Loi Bancaire 2009 ou une procédure d'administration bancaire sous la Partie 2 de la Loi Bancaire 2009;

6. a eu passée une résolution aux fins de sa dissolution, sa gestion contrôlée ou sa liquidation (autrement que suite à une consolidation, une réorganisation ou une fusion);

7. a eu une partie bénéficiaire de sûretés prendre possession de la totalité ou d'une partie substantielle de ses actifs ou a eu une saisie conservatoire, saisie-exécution, saisie-arrêt ou toute saisie semblable imposée, réalisée ou sujet d'un litige concernant de la totalité ou d'une partie substantielle de ses actifs, et ladite partie bénéficiaire de sûretés maintient possession ou une telle saisie déboutée, déclarée non-admise, temporairement arrêtée ou restreinte dans chaque cas dans 15 jours après;

8. cause ou devient le sujet de tout événement, sous les lois applicables de toute juridiction, dont les effets sont analogues à un des événements précisés dans les paragraphes 1 à 7 ci-dessus; ou

9. prend toute action afin de faciliter, ou indiquer son consentement à, son approbation de, ou son acquiescement à un des actes ci-dessus.

"Changement de Loi" aura le même sens que celui qui est donnée à ce terme dans l'Option d'Appel de l'Associé A, à l'exception que la référence à la Date de Transaction dans cette définition doit s'entendre comme faisant référence à 1 Juillet 2014.

"Événement Perturbateur" aura le même sens que celui qui est donnée à ce terme dans l'Option d'Appel de l'Associé A.

"Documents de Couverture" aura le même sens que celui qui est donnée à ce terme dans l'Option d'Appel de l'Associé A.

"Transaction d'Entreprise Commune" aura le même sens que celui qui est donnée à ce terme dans l'Option d'Appel de l'Associé A.

"Documents de la Transaction d'Entreprise Commune" aura le même sens que celui qui est donnée à ce terme dans l'Option d'Appel de l'Associé A, et inclut également tout autre document désigné comme "Document de Transaction d'Entreprise Commune" de temps en temps par accord commun entre les Associés.

Les Associés décident également de modifier et de réitérer les définitions suivantes de la clause 24 des Statuts, comme suit:

"Date de Dissolution", sera modifiée par l'insertion de la phrase suivante à la fin du paragraphe (a): "ou par toute autre résolution qui peut être adoptée par les Associés". Ladite définition se lira en conséquence comme suit:

"Date de Dissolution" signifie la date à laquelle une liquidation de la Société (y compris une Dissolution) est ouverte soit:

(a) par une résolution adoptée par les Associés conformément à l'article 16.3 des Statuts (en référence à une Dissolution) ou en vertu d'une Dissolution survenue en vertu de l'article 5.2 des Statuts ou par toute autre résolution qui peut être adoptée par les Associés; ou

(b) par une décision d'un tribunal Luxembourgeois, prononçant l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire sous l'article 203 de la loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 (telle que modifiée).

"Date de Liquidation", sera modifiée par l'insertion de la phrase suivante à la fin: "ou selon toute autre agrément par un Gérant A et un Gérant B (agissant conjointement)". Ladite définition se lira en conséquence comme suit:

"Date de Liquidation" signifie la date à laquelle tous les produits de la réalisation ont été distribués aux Associés (en cash ou en espèce) en conformité avec les dispositions pertinentes des Statuts ou selon toute autre agrément par un Gérant A et un Gérant B (agissant conjointement).

Quatrième résolution

Les Associés décident de modifier et de réitérer en conséquence l'article 16.5 des Statuts comme suit:

"Lors (i) de la Dissolution, ou (ii) de toute autre dissolution ou liquidation judiciaire (sous réserve de la Dissolution conformément aux articles 16.6, 16.7, 16.8 et 17 de ces Statuts), tous les avoirs et investissements de la Société devront être réalisés par le Liquidateur par la voie de la vente de ces avoirs et investissements (i) soit à un tiers ou, (ii) à une Entité BNPP ou une Entité BARCLAYS au cas où l'une de ces entités aurait l'intention d'acheter l'un ou l'ensemble de ces avoirs et investissements à un prix plus important que le prix qui pourrait être obtenu lors d'une vente à un tiers. Afin de déterminer le meilleur prix à obtenir lors d'une vente à un tiers, le Liquidateur devra déterminer la Valeur et tous les avoirs (ou de toute catégorie spécifique d'avoirs) et les dettes de la Société, conformément aux principes établis à l'article 19 de ces Statuts. Leur produit net (après paiement ou dotation pour toutes les dépenses et les dettes de la Société), sera distribué aux Associés suivant l'ordre de priorité décrit ci-après:

(a) premièrement, au titulaire de Parts A, un montant pour chaque Part A égal à la somme de:

(i) la valeur nominale de la Part A; et

(ii) un montant égal à:

(1) au Montant Cumulatif Existant divisé par le nombre de Parts A en existence à ce moment-là;

(2) toute Distribution relative à une Part A déclarée mais restée impayée (sauf dans la mesure où elle constituerait des Montants Cumulatifs Existants);

(3) toute Part de Bénéfices A accumulée (mais non déclarée) pour la Période de Distribution en cours à ce moment, divisée par le nombre de Parts A alors en existence; et

(4) la somme des Part de Bénéfices de Dissolution A cumulées, divisées par le nombre de Parts A alors en existence.

(b) deuxièmement, au titulaire de Parts B, un montant pour chaque Part B égal au solde restant divisé par le nombre de Parts B existant à ce moment,

et, lors d'une telle distribution des avoirs, chacune des Parts A et des Parts B et chacune des Participations A, des Participations B ainsi constituée devra être traitée comme ayant été rachetée ou supprimée."

Cinquième résolution

Les Associés décident d'approuver Petale Participation 2 (Numéro d'enregistrement: 479 751 299 R.C.S. Paris, Adresse d'enregistrement: 1 Bd Haussmann, 75009 Paris) en tant que nouvel associé supplémentaire à qui l'Associé B pourrait, dans l'événement de l'exercice par l'Associé A de son droit de rachat optionnel prévu dans l'article 16.10(a)(i) des Statuts avant qu'un liquidateur soit nommé pour la Société, transférer des Parts Sociales B, pourvu qu'un tel transfert soit survenu substantiellement en même temps que le rachat par la Société de l'entière des Parts Sociales A en conformité avec l'article 16.10 des Statuts.

Coûts

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ deux mille Euros (2.000.- EUR).

Rien d'autre n'étant porté à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Dont Acte, cet acte notarié a été dressé à Luxembourg, le jour mentionné au début de ce document.

Le document ayant été lu aux comparants, ils ont signé avec nous, le notaire, le présent acte notarié.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'à la demande dudit comparants, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Signé: M. ZISSELSBERGER, V. ATTIA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32054. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014124747/533.

(140142251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Fidelity Alpha Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2a, rue Albert Boerschette.

R.C.S. Luxembourg B 189.202.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of July.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

FIL LIMITED, a company incorporated under the laws of Bermuda, having its registered office at Pembroke Hall, 42 Crow Lane Pembroke, HM 19 Bermuda and registered with the trade and company register of Bermuda under number EC 01462,

duly represented by Ms Evanthe SAVVOULIDI, legal counsel, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 21 July 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a company which they wish to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable capital («société d'investissement à capital variable») under the name of "FIDELITY ALPHA FUNDS SICAV", in short "FAFS" (hereinafter the «Corporation»). FIDELITY ALPHA FUNDS SICAV and FAFS may be used independently from each other.

Art. 2. Duration. The Corporation is established for an unlimited duration. The Corporation may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), as prescribed in Article thirty-one hereof.

Art. 3. Corporate Object. The exclusive object of the Corporation is to invest the funds available to it in transferable securities and other permitted assets under Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as this law may be amended from time to time (the "Law"), including shares or units of other collective investment undertakings, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets. The Corporation qualifies as Undertaking for Collective Investment in Transferable Securities (UCITS) according to the Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS).

The Corporation may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City in the Grand Duchy of Luxembourg. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the directors of the Corporation (together referred to as the "Board of Directors" and individually referred to as "Director") may decide to transfer the registered office of the Corporation to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital. The capital of the Corporation shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at all times be equal to the total net assets of the Corporation as determined in accordance with Article twenty-three hereof.

The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in United States dollars of euro 1,250,000.

The initial issued share capital of the Company is thirty-five thousand Euro (EUR 35,000.-) divided into three thousand five hundred (3,500) Shares of no par value.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article twenty-five hereof at prices based on the Net Asset Value per share or at the Net Asset Value per share of the relevant share class of relevant sub fund determined in accordance with Article twenty-three hereof without reserving the existing shareholders a pre-emptive right to subscribe for the shares to be issued.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be issued in different sub-funds within the meaning of Article 181 of the Law (individually a "Sub-Fund" and collectively "Sub-Funds") and the proceeds of the issue of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or with such other specific features as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Sub-Fund. The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two or more share classes (individually a "Share Class" and collectively "Share Classes") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific fees and charges' structure, a specific distribution policy, hedging policy or other specific features are applied to each Share Class.

Any reference herein to "Sub-Fund" shall also mean a reference to "Share Class" unless the context shall require otherwise. For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in United States dollars, be converted into United States dollars and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

For the purpose of issuing new shares the Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscription for, receiving payment for and delivering such shares.

Payment for shares shall be made on the Valuation Date (as defined under Article twenty-three below) as at which the subscription price for the shares is determined or by such subsequent date (not in excess of ten days) as the Board of Directors shall from time to time determine in any particular instance or as a general matter.

The shares shall be issued in registered form. If and to the extent permitted, and under the conditions provided for, by law, the Board of Directors may at its discretion decide to issue, in addition to shares in registered form, shares in dematerialised form and to convert registered shares in issue into dematerialised shares, if requested by their holder(s). Dematerialised shares are shares exclusively issued by book entry in an issue account (compte d'émission, the "Issue Account") held by an authorised central account holder or an authorised settlement system (hereinafter referred individually as the "Central Account Holder") designated by the Corporation and disclosed in the Prospectus. The costs

resulting from the conversion of registered shares at the request of their holders will be borne by the latter unless the Board of Directors decides at its discretion that all or part of these costs must be borne by the Corporation.

An extraordinary general meeting of shareholders may also decide that, after the time period specified by law, or any longer period determined by this extraordinary general meeting and communicated if and to the extent required by law, (i) all registered shares in issue will be compulsorily converted into dematerialised shares and (ii) these dematerialised shares will be registered in the name of the Corporation until their holder obtain the inscription of such shares in their name, in the manner provided for by law and described in the following paragraphs. Registered shares so converted will be cancelled concomitantly. Notwithstanding any provision to the contrary contained in these Articles, voting rights and entitlement to distributions, if any, attached to such shares will be suspended until their holder obtain the inscription of such shares in their name. Until this date, voting rights attached to these shares will further not be taken into account for quorum and majority requirement purposes in general meetings of shareholders.

After the time period specified by law, or any longer period determined by the Board of Directors and communicated if and to the extent required by law, the Board of Directors may decide at its discretion that dematerialised shares registered in the name of the Corporation in accordance with the preceding paragraph will be compulsorily redeemed or sold, in accordance with law.

In the event of a compulsory conversion of registered shares into dematerialised shares decided by the extraordinary general meeting of shareholders, or, upon a holder's request of conversion of his/her/his registered shares into dematerialised shares, the registered shares will be converted into dematerialised shares by means of a book entry in the Security Account in the name of their holders. In order for the shares to be credited on the Security Account, the relevant shareholder will provide to the Corporation any necessary details of his/her/its account holder as well as the information regarding his/her/its Security Account. This information will be transmitted by the Company to the Central Account Holder who will in turn adjust the Issue Account and transfer the shares to the relevant account holder. The Corporation will adapt, if need be, the Register of Shareholders.

Share certificates shall be signed by two directors. One or both of such signatures may be facsimile as the Board of Directors shall determine. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Payments of dividends to holders of shares will be made by bank transfer or by cheque sent to the relevant shareholders at their addresses in the Register of Shareholders or as they may direct and in the case of joint shareholders, to the address of the first named shareholder in the Register of Shareholders or as they may direct.

A dividend not collected on a share, within a period of five years from the payment date, may not thereafter be claimed by the holder of such share, and shall revert to the Corporation. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such actions on behalf of the Corporation to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared and being held by the Corporation for the account of holders of shares.

Ownership of shares in the Corporation is evidenced by the entry in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefor by the Corporation and the Register of Shareholders shall contain the name of each holder of shares, his elected domicile and the number and class of shares held by him. Every transfer and devolution of a share shall be entered in the Register of Shareholders.

Holders of shares shall receive a written confirmation of their holding. The Board of Directors may, at its sole discretion, decide to issue share certificates evidencing the ownership of the shareholders.

Transfer of shares shall be effected by delivering to the Corporation the certificate or certificates representing such shares, if any, and other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, on the basis of which the Corporation may record the transfer in the Register of Shareholders, or by written declaration of transfer recorded in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor.

The Corporation only recognizes one single owner per share. In the event that a share is registered in the name of more than one person, the first named holder in the Register of Shareholders shall be deemed to be the representative of all other joint holders and shall alone be entitled to receive notices from the Corporation.

The Corporation may consider the person in whose name the shares are registered in the Register of Shareholders, as the full owner of the shares. The Corporation shall be completely free from every responsibility in dealing with such shares towards third parties and shall be justified in considering any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, subject, however, to the condition that the foregoing shall deprive no person of any right which he might have properly to demand the registration or a change in the registration of shares.

Every person acquiring shares must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders as his elected domicile.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until a different address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may at any time change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered

office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time or by any other means accepted by the Corporation from time to time. Shareholders shall be responsible for ensuring that their details, including their address, reflected in the Register of Shareholders, are kept up to date and shall bear any and all responsibility should any details be incorrect or invalid.

Subject to applicable local laws and regulations, the address of the shareholders as well as all other personal data of shareholders collected by the Corporation and/or any of its agents may be collected, recorded, stored, adapted, transferred or otherwise processed and used ("processed") by the Corporation, its agents and other companies of the Fidelity Group, any subsidiary or affiliate thereof, which may be established outside Luxembourg and/or the European Union, and the financial intermediary of shareholders. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to), for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA") as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable regulations, the development of business relationships including sales and marketing of Fidelity Group investment products.

Art. 6. Certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate, if issued, has been mislaid, stolen or destroyed, then, at his request and if so decided by the Board of Directors at its sole discretion, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as may be imposed or permitted by applicable law and as the Corporation may determine consistent therewith. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new share certificates by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be cancelled immediately.

The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the voiding of the old share certificate.

Art. 7. Restriction on Ownership. The Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation:

- by any person, firm or corporate body (including any U.S. person or three percent owner, as defined in article eight hereof), if in the opinion of the Corporation such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of the shareholders thereof or of any class thereof,

- if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or

- if as a result thereof it may expose the Corporation or its shareholders to adverse regulatory, tax or fiscal (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any requirements imposed by FATCA or any breach thereof) consequences, and in particular if the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (or to any other disadvantages that it or they would not have otherwise incurred or been exposed to).

Such persons, firms or corporate bodies (including U.S. persons and/or persons subject to FATCA requirements or in breach thereof, as well as three percent owners) are herein referred to as "Prohibited Persons".

For such purposes the Corporation may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person or a person who following such registration or transfer would have been a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person and where the Prohibited Person is a three percent owner, as to his shareholders in excess of three percent, at any meeting of shareholders of the Corporation; and

D.- where it appears to the Corporation that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, or of a defined proportion of the shares outstanding, compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder or such shares that exceed such defined proportion held by such shareholder, and where the Prohibited Person is a three percent owner, compulsorily redeem or cause to be redeemed from such shareholder all shares held by such shareholder in excess of three percent of the shares of the Corporation from time to time outstanding, in the following manner:

(1) The Corporation shall serve a notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the Register of Shareholders of the Corporation. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of nominative shares, his name shall be removed from the Register of Shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the per share Net Asset Value of shares of the relevant class as at the Valuation Date specified by the Board of Directors in the purchase notice, all as determined in accordance with Article twenty-one hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant Sub-Fund and will be deposited for payment to such owner by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates, if any, specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon the date specified in the purchase note such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates, if any, as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Corporation. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Corporation.

(4) The exercise by the Corporation of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

In addition to the foregoing, the Corporation may restrict the issue and transfer of shares of a Share Class or Sub-Fund to institutional investors within the meaning of the Prospectus ("Institutional Investor(s)"). The Corporation may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a Share Class or Sub-Fund reserved for Institutional Investors until such time as the Corporation has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a Share Class or Sub-Fund reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Corporation will convert the relevant shares into shares of a Share Class or Sub-Fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Share Class or Sub-Fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Corporation will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a Share Class or Sub-Fund restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who (i) does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a Share Class or Sub-Fund restricted to Institutional Investors, or (ii) is a Prohibited Person, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Board of Directors, the other shareholders and the Corporation's agents for any reasonable damages, losses, expenses and liabilities (including, inter alia, tax liabilities deriving from FATCA requirements or any breach thereof) resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder, by his intentional or fraudulent wrongdoing, had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an eligible investor or has failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 8. US Person and three percent owner. Whenever used in these Articles the term "US person" shall have the same meaning as set forth in the prospectus of the Corporation (the "Prospectus"). The Board of Directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Whenever used in these Articles, "three percent owner" means any person, firm or corporate body which as a legal or beneficial holder owns more than three percent of the number of shares of the Corporation from time to time outstanding.

Three percent owner as used herein shall not include any subscriber to shares of the Corporation issued in connection with organisation of the Corporation while such subscriber holds such shares or any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Corporation.

Art. 9. Meetings. Any properly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of the shareholders of the Corporation. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Corporation

regardless of the Sub-Fund of which shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 10. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, each year, in accordance with Luxembourg laws, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the second Thursday of the month of March at 11 a.m.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held outside of Luxembourg if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraphs, which date, time and place are to be decided by the Board of Directors and specified in the notice of meeting.

Other meetings of shareholders or Sub-Fund meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting, but in no event may the annual general meeting or any other meeting be held in the United States of America, its territories or possessions. Sub-Fund meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

Two or more Sub-Funds may be treated as a single Sub-Fund if such Sub-Funds would be affected in the same way by the proposals requiring the approval of holders of shares relating to these Sub-Funds.

The quorum and delays required by the laws of Grand Duchy of Luxembourg shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Sub-Fund and regardless the Net Asset Value per share of the Sub-Fund is entitled to one vote, subject to the limitation imposed by these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person (who need not be a shareholder and who may be a Director of the Corporation) as his proxy, which proxy shall be in writing or in the form of a cable, telegram, telex, fax or by any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise provided herein or required by law, resolutions at a meeting of shareholders or at a Sub-Fund meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions of participation in meetings of shareholders.

Art. 11. Convening Notice. Shareholders will meet upon call by the Board of Directors or upon the written request of shareholders representing at least one tenth (1/10) of the share capital of the Corporation, pursuant to a notice setting forth the agenda sent and/or published in accordance with applicable law.

The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders as permitted by law, in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The business transacted at any meeting of the shareholders or Sub-Fund meeting shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. In the event that the agenda includes the election of directors or the auditor, the names of directors and the auditor proposed for election shall be listed in the agenda.

Art. 12. Board of Directors. The Corporation shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Corporation. A majority of the Board of Directors shall at all times comprise persons not resident for tax purposes in the United Kingdom.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until their successors are elected. Any candidate not proposed by the Board of Directors shall be elected only by vote of the majority of the shares outstanding. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. Chairman and Board Meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman (the "Chairman"), and may choose from among its members one or more vice-chairmen.

It may also choose a secretary who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, two directors or any duly authorised officer of the Corporation, at the place indicated in the notice of meeting (but in no event in the United States of America, its territories or possessions, or in the United Kingdom).

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the vice-chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director, an officer of the Corporation or such other individual as they may determine as chairman pro tempore by vote of the majority of the votes cast.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Corporation including the supervisory officers in the meaning of Article 27 of the Law, a general manager and any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation, who need not be Directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board of Directors.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, fax or by any other electronic means to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, telex, fax or by any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as proxy, which appointment shall be in writing or in the form of a telegram or telex or fax or by any other electronic means capable of evidencing such appointment. One Director may represent one or more Directors. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using video conference or any other telecommunication means provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an ongoing basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Corporation.

The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of the votes of the Directors is cast at such meeting and if the majority of Directors so voting are not persons resident in the United Kingdom. Decisions shall be taken by a majority of the votes cast.

Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing, or by telegram or telex or fax or any other electronic means capable of evidencing such vote at such meeting.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams or telexes or fax or any other electronic means capable of evidencing such signature.

Art. 14. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman, or in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or the chairman pro tempore of that meeting or by two Directors or by one Director and the secretary or an assistant secretary.

Art. 15. Powers. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation, subject to such investment restrictions as may apply by law or regulation or these Articles.

The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of each Sub-Fund, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of each Sub-Fund and the pledging of its assets; and
- b) the maximum percentage of each Sub-Fund's assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made (i) in transferable securities/money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law; (ii) in transferable

securities/money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined by the Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public; (iii) in transferable securities/money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Australia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another market that is regulated, in the countries referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public; (iv) in recently issued transferable securities/money market instruments provided the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue; and (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and as disclosed in the Prospectus.

The Board of Directors may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Sub-Fund in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State (as defined by the Law), its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the Prospectus (including but not limited to OECD member states, India, Singapore, Brazil, Russia, Indonesia and South Africa), or public international bodies of which one or more of those Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the Sub-Fund's total net assets.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in the Prospectus.

The Board of Directors may decide to create one or more Sub-Funds whose assets will be invested so as to replicate certain stock indices or bond indices, which meet the requirements of the applicable provisions of the Law.

The Corporation will not invest more than ten percent (10%) of the net assets of any Sub-Fund in units or shares of UCITS or other UCIs as defined in Article 41 (1) e) of the Law, unless otherwise provided in the Prospectus in relation to one or more given Sub-Funds.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, and as disclosed in the Prospectus in relation to a given Sub-Fund, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS Sub-Fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Sub-Funds.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Prospectus, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Funds concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, as described in Article 24, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Investments of the Corporation may be made either directly or indirectly through subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and to the extent permitted by the Law and the applicable Luxembourg laws and regulations.

Art. 16. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Corporation and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director, or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Corporation, that Director or officer shall make such a conflict known to the Board of Directors and shall not consider, or vote on, any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of shareholders.

The preceding paragraph shall not apply where the decision of the Board of Directors or by a mandated Director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Corporation or any subsidiary and affiliates thereof, provided that this personal interest is not considered as conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 17. Indemnity. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been a Director or officer of the Corporation shall be indemnified by the Corporation to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words «claim», «actions», «suit», or «proceeding», shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or other including appeals), actual or threatened, and the words «liability» and «expenses» shall include, without limitation, attorney's fees, costs, judgments, amounts paid in settlement, fines, penalties and other liabilities.

No indemnification shall be provided hereunder to a Director or officer:

A.- against any liability to the Corporation or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

B.- with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that his action was in the best interests of the Corporation;

C.- in the event of a settlement, unless there has been a determination that such Director or officer did not engage in wilful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office:

1) by a court or other body approving the settlement; or

2) by vote of two thirds (2/3) of those members of the Board of Directors constituting at least a majority of the Board of Directors who are not themselves involved in the claim, action, suit or proceeding; or

3) by written opinion of independent counsel.

The right of indemnification herein provided may be insured against by policies maintained by the Corporation, shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel other than Directors and officers may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and presentation of a defense to any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article seventeen may be advanced by the Corporation, prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article seventeen.

The general meeting of shareholders may allow the members of the Board of Directors remuneration for services rendered, such amount being divided at the discretion of the Board of Directors among themselves.

Furthermore, the members of the Board of Directors may be reimbursed for any expenses engaged on behalf of the Corporation insofar as they are reasonable.

Art. 18. Delegation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation (including the right to act as an authorized signatory for the Corporation) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purposes to officers of the Corporation who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also delegate specific tasks to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board of Directors or not) as it thinks fit, provided that no meeting of the committee shall be quorate for the purposes of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of its members are present or represented, provided further that no delegations may be made to a committee of the Board of Directors, the majority of which consists of Directors who are resident in the United Kingdom. No meeting of any committee may take place in the United States of America, its territories or possessions, or in the United Kingdom and no such meeting will be validly held if the majority of the Directors present or represented at that meeting are persons resident in the United Kingdom.

Art. 19. Signatures. The Corporation will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any duly authorized Director or officer of the Corporation or any other person to whom such authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. Approved statutory auditor. The operations of the Corporation and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one or several approved statutory auditors (réviseur d'entreprise agréé), who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law. The approved statutory auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and until their successor is elected.

The approved statutory auditors in office may be replaced by the shareholders in accordance with applicable Luxembourg laws.

Art. 21. Redemption of shares. As is more specifically described herein below, the Corporation shall have the power to redeem its own shares at any time, subject solely to the limitations set forth by law.

A shareholder of the Corporation may request the Corporation to redeem all or any part of his shares of the Corporation under the terms and procedures set forth by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus. In the event of such request, the Corporation will redeem such shares subject to the limitations set forth by law and subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to Article twenty-three hereof. Shares of the capital of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

The shareholder will be paid a price per share based on the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof on the date on which such request is received in proper form by the Corporation or its agent if such date is a Valuation Date specified by the Board of Directors for the redemption of shares (which Valuation Date shall occur in no instance less than twice a month) in respect of each Sub-Fund or if such date is not such a Valuation Date or if such date is such a Valuation Date for the relevant Sub-Fund but the time of receipt is subsequent to such time of day as the Board of Directors may specify, then on the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund as so determined on the next following Valuation Date specified by the Board of Directors for the redemption of shares, or if the Board of Directors shall in any instance or instances specify, then on the Net Asset Value as most recently determined prior to the time of receipt of such request. There may be deducted from the Net Asset Value a fee payable to a distributor of shares of the Corporation and an estimated amount representing (i) the costs and expenses which the Corporation would incur upon realization of the relevant percentage of the assets in the relevant Sub-Fund to meet redemption requests of such size and (ii) any tax, any withholding taxes or any other tax liabilities including but not limited to those deriving from FATCA requirements or any breach thereof. Payment shall be made in a currency as the Board of Directors may select in the light of the investments in the relevant assets relating to the Sub-Fund concerned and shall be made normally within eight business days after the applicable Valuation Date.

If in exceptional circumstances beyond the Corporation's control it is not possible to make the payment within such period then such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

The Corporation shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his shares (but subject to the consent of the shareholder in the case of shares valued at less than US\$ 100,000) in specie by allocating to the holder investments from the pool of assets set up in connection with such Sub-Fund or Sub-Funds equal in value (calculated in the manner described in Article twenty-three) as of the Valuation Date on which the redemption price is calculated to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor to the extent this special report is required by applicable laws and regulations or by the Board of Directors. The costs of any such transfers, in particular the costs of the special report will be borne by the redeeming shareholder or by a third party, unless the Board of Directors considers that such sale is in the interest of the Corporation or made to protect the interest of the Corporation, in which case the costs may be borne entirely or partially by the Corporation.

Any redemption request must be filed by such shareholder in irrevocable written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Corporation in connection with the redemption of shares, such request in the case of shares for which a certificate has been issued to be accompanied by the certificate or certificates for such shares in proper form with the talon, if any, and unmatured dividend coupons attached (if bearer shares) or by proper evidence of succession or assignment satisfactory to the Corporation (if nominative shares).

If a redemption or conversion of some shares of a Sub-Fund (as provided in Article twenty-six hereafter) would reduce the holding by any shareholder of shares of such Sub-Fund below a defined number of shares or aggregate Net Asset Value as the Board of Directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such Sub-Fund.

If the holding by any shareholder of shares of a Sub-Fund is below a defined number of shares or aggregate Net Asset Value as the Board of Directors shall determine from time to time, and as disclosed in the Prospectus as the minimum holding, then the Corporation may proceed to a compulsory redemption of all his shares held in such Sub-Fund in accordance with the procedure described under Article 7 D hereof.

Further, redemption requests may be deferred under certain circumstances and within certain thresholds as detailed in the Prospectus.

In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the Prospectus. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

There may be deducted from the Net Asset Value a redemption fee payable to the Corporation with a maximum amount as specified in the Prospectus.

Art. 22. Liquidation and Merger of Sub-Funds and Share Classes. In the event that for any reason the aggregate value of the shares of a given Sub-Fund or Share Class was lower than fifty million (50,000,000) United States dollars (or its equivalent) or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Share Class concerned would

justify such liquidation or if the interests of the shareholders would justify it, the Board of Directors may decide to liquidate the Sub-Fund or Share Class concerned. The decision of the liquidation will be published or notified to the shareholders by the Corporation prior to the effective date of the liquidation and the publication or notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Share Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Sub-Fund or Share Class concerned will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

In all other circumstances or where the Board of Directors determines that the decision should be put for shareholders' approval, the decision to liquidate a Sub-Fund or Share Class may be taken at a meeting of shareholders of the Sub-Fund or Share Class to be liquidated. At such Sub-Fund meeting, no quorum shall be required and the decision to liquidate will be taken by simple majority of the votes cast. The decision of the meeting will be notified and/or published by the Corporation in accordance with applicable laws and regulations.

Any merger of a Sub-Fund shall be decided upon by the Board of Directors unless the Board of Directors decided to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Funds where, as a result, the Corporation ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of the votes cast. In addition, the provisions on mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulations (relating in particular to the notification of the shareholders) shall apply.

The Board of Directors may also, under the circumstances provided in the first paragraph of this Article, decide the reorganisation of any Sub-Fund by means of a division into two or more separate Sub-Funds. To the extent required by Luxembourg law, such decision will be published or notified, if appropriate, in the same manner as described in the first paragraph of this Article and, in addition, the publication or notification will contain information in relation to the Sub-Funds resulting from the reorganisation.

The preceding paragraph also applies to a division of shares of any Share Class.

In the circumstances provided in the first paragraph of this Article, the Board of Directors may also, subject to regulatory approval (if required), decide to consolidate or split any Share Classes within a Sub-Fund. To the extent required by Luxembourg law, such decision will be published or notified in the same manner as described in the first paragraph of this Article and the publication and/or notification will contain information in relation to the proposed split or consolidation. The Board of Directors may also decide to submit the question of the consolidation or split of Share Class to a meeting of holders of such Share Class. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

Art. 23. Net Asset Value. Whenever the Corporation shall redeem shares of the Corporation the price per share shall be equal to the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund as defined herein less any charge provided for in Article twenty-one and any deferred sales charge as may have been provided by the Prospectus.

For the purpose of determining the issue and redemption price thereof the Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined in respect of the shares of each Sub-Fund by the Corporation from time to time, but subject to the provisions of the next following paragraph in no instance less than twice a month, on such business day or days in Luxembourg, as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Date"), provided that in any case where in respect of the valuation of the shares of any Sub-Fund any Valuation Date would fall on a day observed as a holiday on a stock exchange which is the principal market for a significant portion of the Corporation's investments attributable to such Sub-Fund, or is a holiday elsewhere so as to impede the calculation of fair market value of the investments of the Corporation attributable to a given Sub-Fund, the Valuation Date for the shares of the Sub-Fund concerned shall be the next succeeding business day in Luxembourg which is not such a holiday.

The Corporation may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any Sub-Fund, the issuance of the shares of such Sub-Fund to subscribers and the redemption of the shares of such Sub-Fund from its shareholders as well as conversions of or into shares of any Sub-Fund:

(a) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed on which a significant portion of the Corporation's investments attributable to such Sub-Fund is quoted and such market or stock exchange is the main market or stock exchange for a significant part of the Corporation's investments attributable to a Sub-Fund, provided that the closing of such stock exchange affects the valuation of the investments of the Corporation quoted thereon; or during any period when dealings on such market or stock exchange are substantially restricted or suspended, provided such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Corporation attributable to a Sub-Fund quoted thereon;

(b) during any period when there exists any state of affairs which, in the opinion of the Corporation, constitutes an emergency as a result of which disposal by the Corporation of investments owned by it and attributable to such Sub-Fund is not practically feasible or would be seriously prejudicial to the shareholders;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Corporation's investments attributable to any particular Sub-Fund or of current prices on any stock exchange as aforesaid; or

(d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Corporation attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(e) during any period when remittance of moneys which will or may be involved in the realization of or in the payment for any of the Corporation's investments cannot in the opinion of the Board of Directors be carried out at normal rates of exchange.

(f) while the value of the investments held through any subsidiary of the Corporation may not be determined accurately;

(g) during any period when in the opinion of the Board of Directors there exists unusual circumstances where it would be impractical or unfair towards the shareholders to continue dealing in the shares of the Corporation or of any Sub-Fund or any other circumstances, or circumstances where a failure to do so might result in the shareholders of the Corporation, or a Sub-Fund incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantage or other detriment which the shareholders of the Corporation, or a Sub-Fund might not otherwise have suffered; or

(h) if the Corporation, or a Sub-Fund is being or may be wound-up, on or following the date on which such decision is taken by the Board of Directors or notice is given to shareholders of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind-up the Corporation, or a Sub-Fund is to be proposed; or

i) in the case of a merger, if the Board of Directors deems this to be justified for the protection of the shareholders; or

j) in the case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several underlying investment funds in which a Sub-Fund has invested a substantial portion of assets.

Any such suspension shall be publicized, if appropriate or required by applicable laws and regulations, by the Corporation. The Corporation shall notify shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Corporation of such suspension at the time of the filing of the irrevocable written request for such redemption or conversion, as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, purchase and conversion of the shares of any other Sub-Fund.

The Net Asset Value of shares in the Corporation shall be expressed as a per share figure of each Sub-Fund, and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Corporation attributable to each Sub-Fund, being the value of the assets less its liabilities attributable to such Sub-Fund at the close of business on the Valuation Date, by the number of shares of the relevant Sub-Fund outstanding at such close of business, all in accordance with the following valuation regulations (the "Valuation Regulations") or in any case not covered by them, in such manner as the Board of Directors shall think fair and equitable. All Valuation Regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value (the «delegate of the Board»), shall be final and binding on the Corporation and present, past or future shareholders.

Valuations regulations

The valuation of the Net Asset Value of the different Sub-Funds shall be made in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other derivative instruments, units or shares of undertakings for collective investment, and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation, provided that the Corporation may make adjustments, in a manner not inconsistent with Paragraph (B) (i) below, with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividend, exrights, or by similar practices;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions received by the Corporation;
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary organizational expenses of the Corporation, including the cost of issuing and distributing shares of the Corporation, insofar as the same have not been written off; and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

B. The value of such assets shall be determined as follows:

- (i) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof,

unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Corporation may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) the value of transferable securities, money market instruments and financial derivative instruments are valued on the basis of the last available price of the relevant stock exchange or regulated market on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets quoted or dealt in on one or more than one stock exchange or regulated market, the Board of Directors shall make regulations as to the order of priority in which such stock exchanges or other regulated markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets;

(iii) if a transferable security or money market instrument is not traded or admitted on any official stock exchange or an regulated market, or in the case of transferable securities or money market instruments so traded or admitted where the last available price is not representative of their fair market value, the Board of Directors shall proceed on the basis of their reasonably foreseeable sales price, which shall be valued with prudence and in good faith;

(iv) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued in accordance with market practice;

(v) units or shares of undertakings for collective investment, including Sub-Fund(s), shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings;

(vi) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner;

(vii) if any of the aforementioned valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Corporation's assets, the Board of Directors may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures;

Notwithstanding the foregoing, where on any Valuation Date the Corporation has contracted to:

1) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Corporation and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Corporation;

2) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Corporation and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Corporation; provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Corporation.

C. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued interest on loans of the Corporation (including accrued fees for commitment for such loans);

c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Date falls on the declaration date or is subsequent thereto, and the amounts of any such dividends declared but for which coupons have not been presented and which have thus not been paid;

e) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves, if any, authorized and approved by the Board of Directors and

f) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature, reflected in accordance with generally accepted accounting principles, except liabilities represented by share capital of the Corporation.

In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, including performance fees, fees and expenses of accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, Directors, supervisory officers and officers, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, insurance, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, public notices and other communications (including electronic or conventional contract notes), preparing and filing of Articles of Incorporation, taxes or governmental charges, the cost of a quotation of the shares in the Corporation on any stock exchange or other market and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

D. All investments, cash balances and other assets of the Corporation the value of which is expressed in currency other than that of the currency in which the Net Asset Value is expressed shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange at the date and time for determination of the Net Asset Value, where relevant.

E. The net assets attributable to a given Sub-Fund shall mean the assets of the Corporation as hereinabove defined, which are to be attributed to a specific Sub-Fund, less the portion of liabilities of the Corporation as hereinabove defined as of the close of business on the Valuation date on which the Net Asset Value is being determined, which are to be

attributed to such Sub-Fund. The assets of a given Sub-Fund are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that given Sub-Fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that given Sub-Fund.

F. The Directors shall establish a pool of assets for one or more Sub-Funds in the following manner:

a) the proceeds from the issue of one or several Sub-Funds shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for the Sub-Fund or Sub-Funds, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) if within any pool specific assets are held by the Corporation for a specific Sub-Fund the value thereof shall be allocated to the Sub-Fund concerned and the purchase price paid therefor shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant pool which otherwise would be attributable to such Sub-Fund;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool or, if applicable, the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool and/or Sub-Fund;

d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular pool or Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular pool or Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant pool and/or Sub-Fund;

e) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool or Sub-Fund, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools or, as the case may be, the Sub-Funds, prorata to the Net Asset Values;

f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends;

g) upon the payment of an expense allocable to a specific pool or a particular Sub-Fund, the amount thereof shall be deducted from the assets of the pool concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the Sub-Fund concerned.

Where applicable and relevant in the present section, any reference to "Sub-Fund" shall also mean a reference to "Share Class".

G. For the purpose of determination of the Net Asset Value per share, the Net Asset Value attributable to each Sub-Fund shall be divided by the number of shares of the relevant Sub-Fund issued and outstanding on the Valuation Date.

The Net Asset Value may be adjusted as the Board of Directors or its delegate may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholder transactions.

H. For these purposes:

a) Shares to be redeemed under Article twenty-one shall be treated as outstanding until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Date on which such valuation is made, and from such time and until paid, the price thereof shall be deemed to be a liability of the Corporation;

b) Shares specified in any purchase notice served by the Corporation under Article seven shall be treated as outstanding until after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time until deposited with a bank pursuant to said Article seven, the price thereof shall be deemed to be a liability of the Corporation in accordance with the provisions of that Article;

c) Shares subscribed for and sold by the Corporation shall be deemed to be issued and outstanding as of the time of acceptance of any subscription and the entry thereof on the books of the Corporation which, in general, shall be immediately the time specified by the Board of Directors on the Valuation Date on which such evaluation is made, and the funds receivable therefor shall be deemed to be an asset of the Corporation.

The Board of Directors or its delegate may in its discretion decide to close a class of shares without notice to new purchases, subscriptions or conversions into the class of shares (but not to redemptions or conversions out) if, in the opinion of the Board of Directors, such measure is necessary to protect the interests of existing shareholders.

Such class of shares shall remain closed until, in the opinion of the Board of Directors, the circumstances which required closure no longer prevail.

Art. 24. Pooling.

1. The Board of Directors may decide that all or any part of the pool or pools of assets established for any Sub-Fund referred to in section F. of Article twenty-three (hereafter referred to as «Participating Fund») will be managed on a pooled basis with all or part of the pool or pools of assets established for another Sub-Fund or for another collective investment scheme where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool («Asset Pool») shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Directors or a delegate may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the

amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

2. The assets of the Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Funds.

3. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool.

Art. 25. Issuance of shares. Whenever shares of the Corporation shall be offered by the Corporation for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be the initial issue price on the initial issue day or during the initial offer period as disclosed in the Prospectus and thereafter, shall be based upon the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund on the date on which the application for subscription for shares is received from the subscriber in proper form if such date is a Valuation Date specified by the Board of Directors for the issue of shares, or if such date of receipt is not such a Valuation Date or if such application is received on such a Valuation Date, but subsequent to such time of day as the Board of Directors may specify, then the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund as determined on the next following Valuation Date specified by the Board of Directors for the issue of shares, or if the Board of Directors shall in any instance or instances specify, then the Net Asset Value per share of the relevant Sub-Fund most recently determined prior to the time of receipt of such application.

Such Net Asset Value may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be paid by the Corporation when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, all such amounts not to exceed eight (8) percent of such Net Asset Value, as approved from time to time by the Board of Directors.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the Prospectus. Such dilution levy should not exceed five (5) percent of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.

The purchase price (not including the sales commission, if any) may, upon approval of the Board of Directors and subject to all applicable laws and regulations, notably with respect to a special report from the approved statutory auditor of the Corporation (which may also be specifically requested by the Board of Directors), be paid by contributing to the Corporation securities acceptable to the Board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Corporation.

The specific costs for such purchase in kind, in particular the costs of the special report will be borne by the purchaser, or a third party, unless the Board of Directors considers that the contribution in kind is in the interest of the Corporation or made to protect the interest of the Corporation, in which case these costs may be borne entirely or partially by the Corporation or Sub-Fund.

Art. 26. Conversion of shares. Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one Share Class of a Sub-Fund into shares of another Share Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values on the next Valuation Date of the shares of the relevant Share Classes, provided that the Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, eligibility requirements, frequency and timing of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine in taking into account the interest of the Corporation and its shareholders.

Art. 27. Fiscal year and financial statements. The fiscal year of the Corporation shall begin on 1st of October of each year and shall terminate on the 30th day of September of the following year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in United States dollars. Where there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into United States dollars and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 28. Dividends. The general meeting of shareholders shall, within the limits provided by law, determine how the results of the Corporation shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, dividends.

Any resolution as to the distribution of dividends to shares of a Sub-Fund which relates to a specific pool of assets, shall be subject only to a vote, at the majority set forth above, of the holders of shares of the Sub-Fund, or Sub-Funds which relate to such pool.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any Sub-Fund upon decision of the Board of Directors.

The general meeting of shareholders or the Board of Directors, duly authorized, may attribute to the shareholders, in lieu of dividends, fully paid shares of the Corporation or recognize fractional entitlements thereto. The Board of Directors shall be authorized to attribute such shares in all cases where payment of dividends to registered shareholders would be less than fifty United States dollars or its equivalent in another currency. Dividends declared may be paid in United States dollars or in any other freely convertible currency selected by the Board of Directors or in shares of the Corporation and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

Art. 29. Investment Management. The Corporation may enter into investment management agreements with entities of the Fidelity group (each a "Fidelity Entity"), under which agreements such Fidelity Entities will advise upon and manage the portfolio investments of the Corporation in accordance with the Law.

Alternatively, the Corporation may enter into a management services agreement with a management company authorised under chapter 15 of the Law (the "Management Company") pursuant to which it designates such Management Company to supply the Corporation with investment management, administration and marketing services.

In the event of the non-conclusion or the termination of the above mentioned agreements in any manner whatsoever, the Corporation will at the request of the relevant Fidelity Entity change its name forthwith to a name not resembling the one specified in Article one hereof, specifically not including the word "Fidelity" or "FIL" or any similar word in any part thereof.

The management fee payable to the investment manager in respect of its services shall not, in respect of each separate pool of assets, and without the sanction of the ordinary general meeting of shareholders of the Corporation, exceed the rate specified in the sales documents of the Corporation applicable to the average of the Net Asset Value of the relevant pool of assets. Any increase of the management fee within the limits specified herein shall become effective only upon one month notice given in writing to all registered shareholders and published in leading newspapers of the countries where a public offer of the shares in the Corporation shall have been made.

The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the Law (the «Custodian») who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the Law. All securities and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

If any cash forming part of the assets of the Corporation is deposited with any investment manager or any distributor of shares in the Corporation appointed by the Corporation or any Connected Person of any of them, interest must be granted on such deposit at a rate not below the prevailing rate for a deposit of that term and that currency.

«Connected Person» of any investment manager, Custodian or any distributor means:

(a) any person beneficially owning, directly or indirectly, 20 per cent. or more of the ordinary share capital of that company or able to exercise, directly or indirectly, 20 per cent. or more of the total votes in that company;

(b) any person controlled by a person who meets one or both of the requirements set out in (a) above;

(c) any company 20 per cent. or more of whose ordinary share capital is beneficially owned, directly or indirectly, by any investment manager, Custodian or distributor taken together, and any company 20 per cent. or more of the total votes in which can be exercised, directly or indirectly by such investment manager, Custodian or distributor taken together; and

(d) any director or officer of any investment manager, Custodian or distributor or of any Connected Person of that company, as defined in (a), (b) or (c) above.

Art. 30. Dissolution. In the event of dissolution of the Corporation liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares of each Sub-Fund in proportion of their holding of shares in such Sub-Fund.

Art. 31. Amendment. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg and subject to the amendment provisions of Article twenty-nine.

Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund vis-à-vis those of any other Sub-Fund shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of meetings of each of such relevant Sub-Fund.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies and amendments thereto, as well as the Law.

Transitory Dispositions

1) The first accounting year will begin on the date of incorporation of the Company and will end on 30 September 2014.

2) The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2015.

Subscription and Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

FIL LIMITED, pre-qualified, subscribes for three thousand five hundred (3,500) Shares.

Evidence of the above payment, totalling thirty-five thousand Euro (EUR 35,000.-) was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses of the Company as a result of its creation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Resolutions of the Sole Shareholder

The above named entity representing the entire subscribed capital of the Company and considering itself as being duly convened has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.
2. The following are elected as Directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 30 September 2014:
 - Charles Eric Hutchinson, Head of Continental Europe Compliance & Risk, born in Sheffield, (Great Britain), on 29 October 1957, having his professional address at 2a Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;
 - FIL (Luxembourg) S.A., Corporate Director, having its registered address at 2a rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Mr Claude Hellers, born in Luxembourg, on 27 June 1967, having his professional address at 2a Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, will act as permanent representative
 - Mikael R Nikou, Managing Director South East Asia, born in Abo (Sweden), on 15 November 1966, having his professional address at No.8 Marina View, Unit 35-06, Asia Square Tower 1, Singapore, 018960 Singapore;
 - John Stephen Fulford, Head of Derivatives, born in London (Great Britain), on 1 February 1962, having his professional address at 25 Cannon Street, London, EC4M 5TA Great Britain.
3. PricewaterhouseCoopers Société coopérative is elected as "réviseur d'entreprises agréé" for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 30 September 2014.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person known to the notary by name, first name, and residence, the said proxyholder of the appearing person signed together with the notary this deed.

Signé: E. SAVVOULIDI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34934. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014124722/933.

(140142032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

Naus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 169.962.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014118626/10.

(140135541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Newalta Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 164.043.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014118630/10.

(140136179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Avery Dennison Management Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4801 Rodange, Zone Industrielle P.E.D..
R.C.S. Luxembourg B 99.412.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04/08/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014120994/12.

(140139908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Ortho-Clinical Diagnostics Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 186.264.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 juillet 2014

En date du 29 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Robert SCHMIDT de son mandat de gérant de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014;
- d'accepter la démission de Monsieur Ram JAGANNATH de son mandat de gérant de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014;
- de nommer Monsieur Martin MADAUS, né le 4 septembre 1959 à Hambourg, Allemagne, résidant à l'adresse suivante: 16, Old Sudbury Rd., Lincoln, MA 01773, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée;
- de nommer Monsieur Michael SCHLESINGER, né le 8 décembre 1958 à Great Neck, New York, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 1001, U.S. Highway 202, Raritan, 08869 New Jersey, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet au 29 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée;

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Martin MADAUS, gérant de classe A
- Michael SCHLESINGER, gérant de classe A
- Philippe LECLERCQ, gérant de classe B
- Laurent RICCI, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Ortho-Clinical Diagnostics Luxembourg S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2014123024/30.

(140140186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.
